



ALTERNATIVE LIBERTAIRE N° 11 - Février 2002

• P 3 BOÎTE AUX LETTRES

[*On a reçu...*](#)

• P 5 À PROPOS DES MANIFS DE DÉCEMBRE

[*Tout de même, elle est belle cette révolution*](#)

• P 8 JUSTICE ET ANARCHISME

[*Cassez plutôt les banques !*](#)

• P 11 LIBÉRALISME, NÉOLIBÉRALISME ...

[*Comment anesthésier la lutte*](#)

• P 14 DROIT D'ASILE

[*Le collectif contre les centres fermés*](#)

• P 15 DOSSIER

[L'état des prisons, les prisons de l'État](#)

• P 19 VANEIGEM

Critique de la déclaration des Droits de l'Homme

• P 22 HORREURS MÉDIATIQUES

Les privilèges aristocratiques

• P 24 AFGHANISTAN

Ce n'est qu'un début

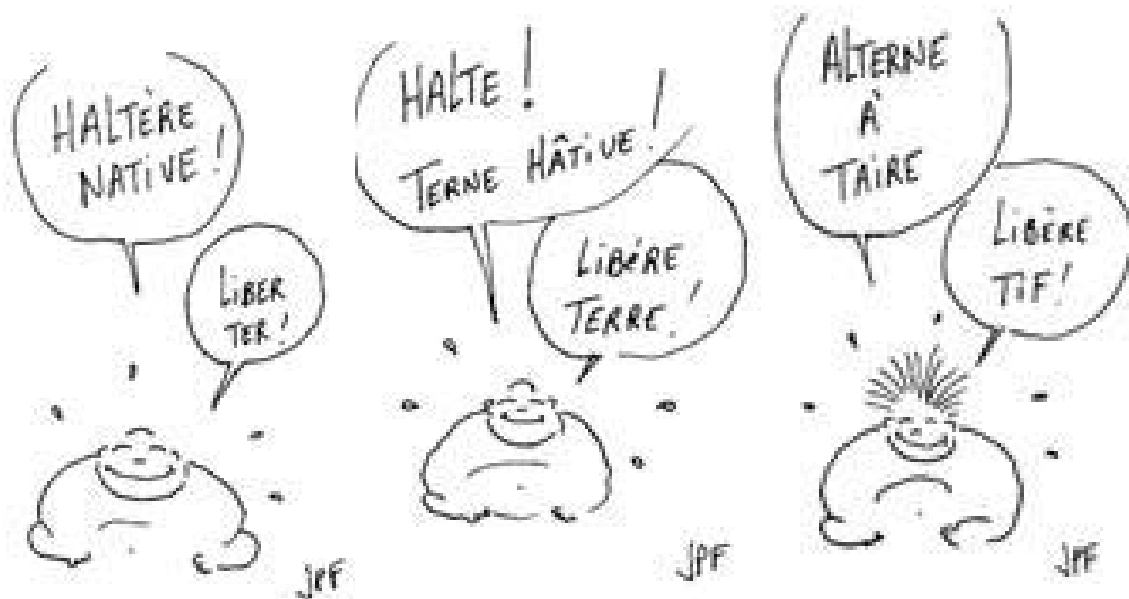
• P 28 RELIGION

Cette bonne Mère Teresa

ANARCHISME INTERNATIONALE

DIALOGUE

Une goutte dans l'oeil



ON A REÇU ...

Abonné à A. L. je souhaiterais réagir aux articles du n°9 de décembre 2001 à propos du PTB.

Comme le PCB fut aidé financièrement en son temps par l'URSS, le PCB bis de Grippa le fut par la Chine jusqu'à sa rupture avec le maoïsme, puis, sans doute, le PCMLB jusqu'à sa déconfiture début 1980. Qu'AMADA (futur PTB) ait pris la relève n'a rien d'in vraisemblable, même s'il n'y a plus de "camp socialiste" ni d'allégeance à une ligne politique unique et que la Chine a troqué sa démocratie populaire à l'économie protectionniste pour s'ouvrir à l'économie de marché.

Toutefois le problème n'est pas là mais bien dans la nature de classe

du PTB. Cette organisation se prétend « communiste » tout en persistant à se revendiquer de l'expérience du bolchevisme (massacre des socialistes-révolutionnaires de gauche, des anarcho-communistes makhnovistes, des prolétaires de Cronstadt ; étatisation, maintien de la « loi » de la valeur et du salariat ; travail forcé pour l'établissement du soi-disant « socialisme dans un seul pays » - en réalité développement d'un capitalisme bureaucraté - ; dictature terroriste contre le prolétariat...) ainsi que de celle du Staline chinois. Ce parti

opportuniste prône non seulement les nationalisations dans le cadre du capitalisme comme remède aux problèmes engendrés par la valorisation du capital mais aussi l'étatisation comme solution révolutionnaire, socialiste. De plus, tous les pays capitalistes étant impérialistes, son anti-impérialisme se réduit à soutenir l'indépendance nationale de fractions capitalistes en but aux convoitises et aux ambitions d'autres fractions plus puissantes, dirigées par des despotes et/ou baptisées « socialistes » (Irak, Serbie, Corée du Nord). En outre, la démocratie n'étant jamais que la dictature du

capital, son antifascisme revient à ruiner l'autonomie du prolétariat dans des alliances de classe avec la gauche du capital contre sa droite (cfr la guerre d'Espagne et le piège dans lequel est tombé la FAI-CNT). Enfin, par son électoralisme et son entrisme syndical, il contribue à renforcer les rouages étatiques du capital. Objectivement, un tel parti ne peut donc être qu'une fraction radicale de l'extrême gauche du capital, empreinte, en l'occurrence, d'un prosélytisme que l'on retrouve chez les curés et autres missionnaires.

Ceci dit, il n'y a pour moi aucune différence fondamentale entre anarchisme et communisme dans la mesure où leurs fins et moyens sont la révolution sociale pour une société sans classe, sans salariat, donc débarrassée de l'exploitation du capital et de l'oppression de l'Etat. S'il y a lieu de se référer de façon critique à Marx et à Bakounine (entre autres) à cette fin (en reconnaissant que sur la question de l'Etat, le camarade « vitamine » Bakounine a vu plus claire que Marx), il y a tout autant lieu de se démarquer de tous ceux qui, sous l'étiquette de "marxiste" ou d'"anarchiste" font profession des faiblesses de notre classe pour altérer ce qu'il y a de révolutionnaire et de subversif derrière ces deux drapeaux. La réponse de Cécily m'en donne l'occasion à propos du concept de dictature DU prolétariat (pas sur, ni contre). Il ne s'agit pas lors de la révolution sociale d'occuper l'Etat comme le firent les bolcheviques ni de le remplacer par un autre soi-disant "prolétarien", mais de l'abolir.

La dictature du prolétariat pour l'abolition du salariat ne peut se formaliser en un nouveau corps institutionnel séparé, source d'une

oppression renouvelée. Mais pour mener la révolution sociale jusqu'au bout et empêcher tout retour en arrière, il faudra bien que les prolétaires fassent preuve d'autorité, voire de violence à l'encontre des contre-révolutionnaires!

S'il y a bien un acte autoritaire, nom de dieu, c'est celui de la révolution sociale. Alors basta du verbiage réformiste ou autre moralisme abstrait d'un certain milieu libertaire en totale opposition avec les positions d'anarchistes révolutionnaires tels que Erich Mühsam, Karl Roche (à ne pas confondre avec Rocker) ou les makhnovistes, pour ne citer qu'eux.

★ Un anarcho-coco

Le service "d'ordre"

de la CNT (syndicat... anarchiste français) a été dénoncé comme "policiers infiltrés" lors des manifs de décembre par Indymedia-Belgique !

Une mauvaise plaisanterie belge...

Les médias alternatifs (notamment sur internet) ne sont pas à l'abri de la désinformation.

Quelques réactions sur le net :

- La parano des flics infiltrés fait raconter n'importe quoi aux crétins (y'a pas d'autres mots) d'indymédia

belgique... En effet on peut voir des photos du service d'ordre de la CNT durant la manif du samedi 15 déc.-01, à la rubrique "infiltrations policières".

("tranber5")

- Aucunes preuves, mais des accusations totalement gratuites et des appels à la délation sur les camarades de la CNT... Envoyez leurs des mails pour qu'ils retirent cette putain de page! Il paraîtrait qu'indymedia belgique serait infiltrés par des flics! La preuve : ils n'ont rien dans le crâne...

(Bertrand- UL CNT Rennes 35)

- Je trouve inadmissible cette méthode qui consiste à "faire dire" n'importe quoi à des photos, comme par exemple, faire passer le "service d'ordre" de la CNT pour des... policiers infiltrés ! Ainsi, dans une manif, toute personne un tant soit peu "bizarre" d'apparence vestimentaire, voire physique serait un... policier infiltré alors que l'infiltration policière consiste justement à se fondre dans le décor, à passer inaperçue. Info? intox? ou... parano? Je vous invite, à toutes fins utiles, à lire les statuts de la CNT : vous y verrez que les membres des forces répressives de l'Etat ne peuvent pas y adhérer ! Signé : un militant de la CNT qui, faute d'avoir pu se rendre à Bruxelles, a fait de l'auto-infiltration policière dans son domicile personnel et continue d'en faire en changeant d'apparence. Sous peu, je vais prendre celle du "bizarre pantoufard en robe de chambre"!

(JCC, Lille)

A ce sujet, voir également dans ce numéro la réponse de Cécily (p 23, 2^{ème} colonne)

POUR MÉMOIRE...

Nous sommes le 16 décembre 2001, il est 8h30, en Hors-Château à Liège.

Je reprends la lecture que j'avais entamée hier: "*Deux heures de lucidité*" de Noam Chomski.

A la page 130, l'auteur répond à la question de savoir si l'émergence, en Europe, de partis politiques comme les verts lui semble une chose positive.

"Cela pourrait l'être, mais ce n'est pas aussi simple que cela. Prenez les nazis, eux aussi, se souciaient de l'environnement. Il y avait un très fort courant écologiste au sein du national-socialisme. Le résultat n'a pas été des plus heureux. La direction que prendront les Verts dépendra de la vigilance citoyenne."

Arrivé à la page 138, je découvre aussi les propos suivants de l'auteur en me disant, et bien, voilà de quoi se nourrir encore aujourd'hui: "*Si l'on veut agir, il faut se moquer de l'opinion: c'est la seule façon d'être libre et de faire ce que l'on pense être juste*". Bien à vous,

Mustafa Sari

Ndr: pour info, M.Sari a cessé la grève qu'il soutenait depuis lurette devant le local liégeois d'Ecolo (voir AI de nov 2001).

PARIS

Café, croissant et transports gratuits à la station Mairie de Montreuil

Le matin du mercredi 19 décembre 2001, de 7h00 à 8h00, les membres du Réseau pour l'Abolition des Transports Payants ont permis à plus de 3.000 personnes de rentrer gratuitement dans le réseau de la RATP à la station de métro « Mairie de Montreuil. » Les

usager-e-s de la ligne 9, les yeux à peine écarquillés, ont eu, en sus de l'accès gratuit, droit à une distribution de tickets « zéro franc, zéro fraude » accompagnés de tracts explicatifs, de croissants et de café chaud !

Cette action symbolique, auprès d'usager-e-s à majorité salarié-e-s à cette heure matinale, vise à dénoncer les logiques marchandes des services de transports en commun ainsi que les dérives sécuritaires accentuées ces derniers temps.

Constatant que la majorité de nos déplacements servent à aller au travail, que les transports en commun desservent avant tout les zones de travail il paraît évident que ce sont les entreprises qui profitent des transports en commun. Ce sont donc à elles de payer.

Par ailleurs, cette occupation festive d'une station de métro visait à montrer que la RATP doit être un espace public, un lieu de vie et non pas un endroit où la vidéo-surveillance rivalise d'ingéniosité avec les systèmes de porte anti-fraude. Par la même, il s'agit de dénoncer la nouvelle loi française qui criminalise la fraude en pénalisant les "fraudeurs" à des peines pouvant aller jusqu'à 6 mois de prison.

Pour plus de renseignements :
Réseau pour l'Abolition des Transports Payants
c/o 145 rue Amélot 75011 Paris -
gratuit@samizdat.net

BOUQUIN

L'ouvrage "*Livre Accès*" constitue une pause pour le Collectif Sans Ticket (CST), créé il y a plus de trois ans.

Acteur insolite dans le paysage des transports belges, ils ont toujours lié leur réflexion à une pratique quotidienne : développement de la *Carte de Droit aux Transports gratuits* (acceptée par près d'un tiers des contrôleurs), mise en place de *Free Zones* pour prévenir de la présence des contrôleurs, etc.

Leur insolence leur a valu des procès de la part des sociétés de transport belges, à trop d'égards conscientes de la pertinence de la question que le collectif met en avant. Mais, pour le CST, l'accès aux transports n'est qu'une voie pour explorer d'autres thèmes, pour transformer l'organisation de la société afin d'aller vers plus d'égalité, de solidarité et de liberté...

"Livre Accès" est paru aux éditions du Cerisier

Nous avons reçu

le communiqué suivant :

Dans un contexte de jérémiades policières renforçant le mode de pensée sécuritaire, il apparaît important de rappeler quelques évidences quant à "nos chers amis policiers".

C'est pourquoi nous (une dizaine de personnes) avons pris l'initiative de défiler, munies de brassards et pancartes appropriées ("j'aime ma matraque", "contestez moins, soyez dociles, aidez la police", "la répression, c'est la solution") dans des rues de Dijon, pour diffuser ce "message de la police" aux citoyens-consommateurs :

REVENDEICATIONS POLICIERES

Nous voulons :

PLUS DE MOYENS !

- Pour assurer notre mission de protection des personnes et des biens, enfin... des personnes qui ont des biens!
- Pour contrôler efficacement pauvres, jeunes, immigrés, bref : les classes dangereuses, tout ce qui ne devrait pas exister.
- Pour assurer la paix sociale (travail, famille, patrie, ça ne botte pas tout le

monde, alors ceux à qui ça ne plaît pas, faut leur botter le cul). Pour cela, il nous faut du matériel, un cerveau chacun, plus de bières et beaucoup d'argent.

PLUS DE CONSIDERATION !

- Parce que ce n'est pas facile d'être le bras armé de l'Etat, de protéger l'ordre économique et social existant.
- Les médias sont nos alliés, comme nous ils défendent le système en place. Pourtant, nous ne comprenons pas pourquoi ils mettent parfois sur la place publique telle ou telle de nos activités. Si nous tuons et/ou réprimons violemment, pourquoi en parler dans les médias ? Après tout, nous ne faisons que notre métier, ce genre de choses fait partie de notre quotidien.

PLUS DE COLLABORATION !

- Pour perfectionner les contrôles, nous avons besoin de policiers

bénévoles, autrement dit nous avons besoin de bons citoyens, qui dénoncent les sans-papiers, apprennent la discipline et la loi du plus fort à leurs enfants, aident les contrôleurs et les vigiles, adorent l'Etat, et bien sûr, nous adorent, nous, la police.

PLUS D'IMPUNITÉ !

- Même si nous sommes contents quand la justice condamne durement des gens qui essayent de se rebeller un peu contre nous, c'est quand même embêtant de passer en procès quand on commet des meurtres. Même si on est souvent acquittés, des fois on prend du sursis. Laissez-nous tuer en paix!

PLUS DE MESURES SECURITAIRES !

- Bien sûr, il y a de plus en plus de caméras, de vigiles, de collègues armés, on construit des villes-prisons-dortoirs, mais ça ne suffit pas ! Heureusement qu'il y a quelques

nouvelles lois "anti-terroristes", ça fait plus de liberté pour la police... Sans nous, chers gouvernants, vous n'êtes rien. Tout Etat a besoin d'une police pour maintenir son pouvoir sur la population.

Votre société n'est rien sans notre répression quotidienne, pensez à nous, sinon...

Coup d'Etat ! On est armés, merde, quoi !

maloka@chez.com

QUAND MÊME, ELLE EST BELLE CETTE RÉVOLUTION

BLACK BLOCK IS BEAUTIFULL

Il est passé le temps où
différents empires se
contrattaquaient.

Plus de conflits. Tous unifiés
pour mille ans. C'est
merveilleux. Les Juifs
allemands d'hier sont
aujourd'hui tous des
Américains. Jusqu'à notre
monnaie qui atteindra bientôt
la valeur des Etats-Unis. C'est
bientôt la mort du Petit Prince,
sa planète entrera en collision
avec celle du businessman
sérieux, celui qui enferme les
étoiles dans un tiroir.

L'image qui a forgé notre
génération est celle d'un
sommptueux bateau qui sombre
à l'unisson dans l'océan. Plus
question de faire des gosses
maintenant il est trop tard.
Dès la naissance, ils sont
désormais formatés de désirs
conformes.

En 1984 on avait quatorze
ans. On parcourait les villages
habillés n'importe comment et
on s'arrêtait sous le porche des
églises pour faire des batailles
d'eau. On s'inventait des
chemins qui n'existaient pas et
on en sortait couverts de
marques sur tout le corps. Le
soir on s'engueulait car on
avait tous des idées
différentes. Et puis on
rapprochait nos sacs de

couchage pour se protéger de
la froideur de la lune. Au
matin les vaches nous
prêtaient leurs abreuvoirs pour
nous y broser les dents. Et
puis on lisait l'ouvrage
éponyme d'Orwell et on se
disait putain quelle
imagination.

Maintenant c'est trop tard on y
est. *"Un état totalitaire
vraiment "efficient" serait
celui dans lequel le tout-
puissant comité exécutif des
chefs politiques et leur armée
de directeurs auraient la
haute main sur une
population d'esclaves qu'il
serait inutile de contraindre,
parce qu'ils auraient l'amour
de leur servitude."* Aldous
Huxley.

Dans notre Etat éminemment
centralisé, le pouvoir est ravi
d'orchestrer lui-même sa
propre contestation. Les cars
des syndicalistes européens
ont été réservés depuis des
mois. De même que les
gueulophones et les phrases à
répéter ensemble tous
ensemble. Afin de s'assurer de
ne pas perdre un de ces joyeux
marcheurs, chacun a reçu son
sac poubelle coloré avec sa
petite nominette. Bobonne
sera contente c'est pas
salissant. Moi ces jours-là je
reste dans ma turne. Les
slogans qui marchent au pas
c'est pas mon truc.

**"NOUS SOMMES MENACÉS
AUJOURD'HUI PAR UNE
NOUVELLE FORME DE
TOTALITARISME.**

**IL DÉGRADE LES HOMMES
SANS LES TOURMENTER, IL
NE BRISE PAS LES
VOLONTÉS MAIS LES
AMOLLIT, IL NE
TYRANNISE PAS, IL GÊNE,
COMPRIME, ÉTEINT."**
Tocqueville.

L'après-midi, à trente borne de
là, des dread loques humaines
défilent dans les rues. C'est
sympa, mais ceux-là ils ont
fait le choix de rester tout
seuls.

Le lendemain a été réservé
pour les chantres de l'euro à
visage humain. Ceux qui ont
choisi le même nom qu'une
chaîne de grands magasins
français. Vu qu'ils sont
désormais intégrés à 100%,
les forces de l'ordre n'ont
absolument plus besoin d'être
visibles. Elles ont trouvé leurs
plus efficaces collaborateurs.
Comme les fabricants de sacs
poubelles sont débordés ils
ont opté pour la veste jaune
interchangeable, histoire d'être
tous ensemble. C'est eux qui
assureront le cordon sanitaire
tout au long du parcours.
Surtout ne pas sortir du trajet
co-organisé avec la police.

Seule échappatoire pour fuir
les slogans réducteurs qui
nous entourent, se fondre au
milieu de majestueux
drapeaux noirs, qui
n'éprouvent aucun besoin de

rameuter la piétaille et qui dansent en rêvant à Babylone, cette cité qui a accueilli tant de populations différentes.

Les malheureux Black Blocks échoués là ont de quoi désespérer. Jusque là, il ne se sera rien passé à Bruxelles. Alors, afin de conjurer l'ennui, de temps à autre, une vitrine ciblée vole en éclats.

Mais déjà se profilent au loin les créneaux de Tour et Taxis. Ah ben flûte, c'est donc qu'on est déjà passés devant le château de Laeken, on nous l'a même pas dit. Moi qui croyais que ça n'avait pas encore commencé en fait c'est déjà fini. Puis c'est la dislocation musclée.

Le lendemain, assemblée de capitalistes à visage humain à L'U.L.B. On s'y congratule de la bonne marche des actions de la veille. Seule ombre au tableau, ces fameux Black Blocks qui sont sortis du cadre, et qui pour un peu auraient failli donner un ton radical à une partie du défilé. Etudiant-brosse à dents.

En attendant la Street Party, 'y a plus qu'à aller à la manif anar. 'Y en a qui disent qu'y en n'a pas un sur cent. Mais alors autant ensemble 'paraît que c'est une des premières fois depuis '36. C'est le calme plat tant qu'on traverse les quartiers déserts. Personne ne

sait qu'on existe. Mais voilà qu'on approche des boulevards de la consommation. Ni une ni deux voilà l'hélicoptère. Les clones casqués se déploient partout autour de nous. Et impossible de prendre le métro il est bloqué.

Alors à trois on décide de s'éloigner jusqu'à la gare du Nord. Vous savez, cette espèce de cité de verre silencieuse. On baigne dans l'univers d'utopie de Schuyten et Peeters. Nous voici dans un endroit pas fait pour habiter, mais pour faire travailler les zombies déportables. Car comme on nous l'a stipulé à l'article 3, Les bureaux sont faits pour travailler. Dans les pavillons, il y a les familles. La vie est faite de moments détachables. Chaque moment a sa place. D'ailleurs c'est bientôt le jour de la dinde aux marrons. Tout est en ordre. Nul ne s'en plaint. Pour ceux qui appartenaient encore au Parti Imaginaire, ceci est le dernier avertissement.

Aux pieds du W.T.C., une sculpture bizarre. Ça ressemble à un avion qui aurait raté son coup, et qui pique du nez dans le sol. Après trois minutes de silence attendris, on s'enfonce dans les souterrains. Pour un court instant, nous pénétrons dans une autre dimension. Alors qu'au-dessus de nos têtes, la

violence éclate, ici chacun prépare ses fêtes de fin d'année. Les gens vont et viennent les bras chargés de paquets multicolores, au son de musiques aériennes et de communiqués pour les contrôleurs 242.

Pendant ce temps, au-dessus, des types habillés en manifestants ont coincé d'autres manifestants sous un pont pour contrôler leur identité. Tactique vieille comme le monde. A l'autre bout c'est la Street Party. Enfin. Les libertés ne se donnent pas, elles se prennent. Ceux-là, s'ils n'ont pas lu Kropotkine, ils savent qu'il n'y a pas à demander l'autorisation pour demander l'espace prioritairement réservé aux véhicules. Le sound system est branché sur le premier camion. Pour un peu, j'y resterais collée jusqu'à la nuit. Mais tous les dix pas, ça sort tellement du quotidien qu'il est essentiel de s'en remplir les yeux. Jusqu'au dernier camion-tank. Celui-là, on sait pas trop où ils ont été le chercher. Je serais pas trop étonnée qu'une autopompe manque à l'appel, et que celle-ci ait été vidée de son contenu par les musiciens de la fanfare Belgikistan qui y trônent. Pendant des heures dans les rues montantes des quartiers populaires de Saint-Gilles, les oreilles collées aux baffles on s'enivre de notes.

Pendant qu'autour de nous c'est la play-mobilisation générale. Car dans ce monde où il suffit d'afficher les marques à consommer sur tous les espaces de notre quotidien pour enchaîner les esprits, nous sommes les derniers terroristes. Nous ne rêvons pas d'un meilleur des autres mondes possibles, où le capitalisme aurait un visage humain. On réclame la rue, on réclame notre vie, on crée notre monde. On l'affiche et on l'autocolle, par terre et sur les murs. A la craie et à la bombe. Il n'est même plus question de violence, maintenant que par notre créativité, on a brisé le carcan des vieilles manifs moribondes. Des heures durant des jongleurs de feu serpenteront dans les airs. Ils peuvent bien nous bloquer toute la nuit en espérant que la tension monte. Nous on est libres et on chante. Putain ce qu'elle est belle cette révolution. Ah pardon ça je l'ai déjà dit.

Qui est-elle cette masse inconnue, cette foule sans visage ? C'est ce qui fait notre force. Il n'y en a pas deux parmi nous qui aient la même

opinion. Derrière ces cagoules qui se protègent moins du froid que des caméras des policiers qui nous filment des balcons, se cache une nouvelle génération. Celle-là, elle est peut-être née du remake de Titanic, celui où la navigation aérienne a fait couler tour à tour le rêve américain et un empilement de businessmen post-coloniaux.

Dans la nuit montante, grimpés à quatre par toit de bagnole, immobiles dans le silence ils attendent.

Les rebeus du quartier, ils hallucinent. Un tel déploiement militaire pour des jeunes qui dansent dans la rue, ils sont pas sûrs d'avoir tout compris. Finalement, comme l'émeute ne vient pas, on nous relâche, et dans une ambiance Toujours Jaune, nous entrons dans le Cirque de Babylone. Et on conjure le sommeil, car dans ces moments-là on n'a plus besoin de dormir.

Le lendemain, plus rien. Pour quelques heures encore, on pourra tourner le bouton de nos radios et avoir de vraies informations exemptées de pubs. Un naufragé explique en

gros qu'on continue car on n'a nulle part où aller.

A part ça, la vie a repris son cours. C'est pire qu'avant. En cette vieille de fêtes de fin du monde, les magasins sont ouverts même le dimanche. Et on déplore des phénomènes de masses dans toutes les galeries commerciales.

Ben voilà il faut se rendre à l'évidence. Dans cette anti-utopie on est la minorité. De temps en temps dans la foule d'acheteurs conformes on en reconnaît un. A un détail, mais ça ne trompe pas. Un sac à dos un peu trop volumineux, un instrument de musique, un bonnet noir. On s'échange un éclair. Et on se refond dans la foule.

Depuis hier, au coin de ma rue il y a une inscription anarchiste. Les gens qui vont travailler passent devant sans s'arrêter. C'est tout ce qu'il nous reste.

C'est tout petit dans le quotidien mais quand même elle est belle cette révolution.

★Lara Erlbaum

BRUXELLES...

Ce dernier commentaire sur le sommet de Bruxelles ressemble à première vue aux reliefs réchauffés d'un repas n'ayant plus aucun intérêt gastronomique. Cependant, quelques petites nuances personnelles peuvent peut-être encore pimenter la sauce.

Dominés par l'impérialisme américain, les Etats européens ont créé une Union pour renforcer leur pouvoir sur leurs peuples respectifs et empêcher les Etats-Unis de grignoter une partie de leur gâteau. Empêtrés dans leurs rivalités, les Européens ne cessent de se chamailler sur des questions de préséance et d'influence. Ces querelles de puissants entre quelques Grands, Moyens et Petits ne concerneraient qu'eux et leurs ambitions si l'addition n'était toujours payée par les mêmes, ceux qui ne sont pas admis au festin et qui reçoivent les coups de bâtons.

A l'occasion de la clôture de la présidence européenne de la Belgique, la réunion des chefs d'Etat de l'Union s'est tenue à Bruxelles. De châteaux en Palais, de caviar en foie gras, l'Union a, comme d'habitude, montré sa désunion. La dévolution des sièges des

nouvelles agences a été l'occasion de débats sordides et interminables au point que la décision a dû être reportée. Finalement, la prébende la plus importante fut enlevée de haute lutte par la France après une bataille de chiffonniers. Et l'on a pu voir Giscard-le-Nanti et Jospin-le-Trotskyiste, très satisfaits l'un de l'autre, attablés ensemble devant le tout nouveau fromage de la Convention sur l'avenir de l'Europe. Chargé d'annoncer la nouvelle, le Premier belge Verhofstadt s'est d'ailleurs permis des commentaires dénigrants et méprisants sur la personne de l'ancien président de la république.

En marge des agapes des nantis, trois journées de manifestations ont marqué le sommet.

Le 13 décembre, les syndicats intégrés au

système capitaliste avaient battu le rappel de leurs affiliés et réussi une mégamanifestation qui a processionné tout l'après-midi aux pieds des ministres européens enchantés.

Le lendemain 14 décembre, la manifestation du D14 rassemblait quelques 80 associations auxquelles les anarchistes s'étaient joints. Le défilé s'est déroulé dans une atmosphère moins paisible que le jour précédent. Les banderoles contre l'Europe des marchands et de l'argent se doublaient d'autres slogans appelant à la révolution contre l'Etat et contre tous les Pouvoirs. Harcelés sans cesse par des policiers en civil infiltrés dans la manifestation, les anarchistes ont jusqu'au bout conservé leur sang-froid, limitant leurs ripostes, malgré les provocations, à quelques voitures de luxe endommagées, quelques

agences de banque attaquées et deux postes de police saccagés. Mécontente d'avoir été l'objet de la colère populaire, la police en uniforme attendit la fin de la manifestation et la dislocation pour attaquer avec autopompes et matraques. Plusieurs milliers de personnes se retrouvèrent ainsi enfermées dans le carré de Tours et Taxis. A l'évidence, les policiers n'obéissaient plus à personne et cherchaient à régler quelques petits comptes personnels. Un affrontement général fut évité de justesse mais l'avertissement était clair : la police voulait casser du prolo, nostalgie des bastonnades.

Le samedi 15 décembre, deux manifestations étaient organisées. La première, composée d'associations réformistes, prenait la forme d'une Marche pour la Paix tandis que la seconde rassemblait les anarchistes ayant répondu à l'appel de la "Coordination anarchiste européenne".

Vers 14 heures, une mer noire de plusieurs milliers d'anarchistes recouvrait la Porte de Hall. Au moment

du départ du cortège, on apprenait l'arrestation préventive ou administrative - les qualificatifs ne manquent jamais dans ces cas-là - d'une dizaine de militants. La tension montait déjà. Le pouvoir poursuivait ses provocations entamées la veille. Comme l'avouera le ministre belge de l'Intérieur dans une interview à la télévision, des policiers spécialisés et déguisés, en jeans et avec piercings, avaient pris place dans le cortège pour observer, arrêter, empêcher, dénoncer ou réprimer. La manifestation s'est ainsi déroulée dans une liberté très surveillée et sous le regard des autorités. Malgré ou à cause de cela, au retour vers la street party, des voitures de grand luxe, garées ostensiblement ou imprudemment sur le parcours de la manifestation, subirent comme la veille les conséquences de leur témérité. Quelques vitres et une agence de banque furent mises à mal. Une rumeur persistance indique toutefois que ces déprédations furent l'œuvre des policiers infiltrés qui, comme le jour précédent, ne furent pas avares de provocations. En coordination avec leurs collègues robocops qui enserraient plus spécialement la queue du

cortège, ils isolaient certains manifestants pour procéder à des arrestations, pratiquant la traque des traînards, chassant devant eux les petits groupes isolés. Le point d'orgue fut donné lors de la street party où, comme la veille, la police cherchait l'incident. On apprit le lendemain que les policiers avaient été abandonnés à leurs instincts, leurs chefs se querellant sur leurs compétences respectives, les politiciens s'énervant et comme d'habitude jouant la mouche du coche. En conclusion : le pouvoir n'a pas su garder ses chiens en laisse.

Le succès de la manifestation est incontestable. On n'avait jamais vu autant d'anarchistes ensemble. La girouette de l'histoire s'est détournée du marxisme depuis plus de dix ans maintenant et les bourrasques populaires actuelles ne soufflent décidément pas en direction de cette vieille doctrine. Le drapeau noir reste seul debout sur le champ de bataille des luttes sociales.

Cette leçon ne semble pas avoir été comprise de la CNT française qui a refusé de participer à la manifestation des anarchistes. Elle a choisi de défilier avec les légalistes. Abandonnant son idéal révolutionnaire, elle a dérapé dans son virage à droite et s'est jetée dans les bras des réformistes et des partis politiques.

Les commentateurs se sont beaucoup attardés sur les Black Blocks qui auraient noyauté la manifestation anarchiste. En réalité, ces

jeunes coquelets sont encore bien tendres. Ils commencent à peine à aiguïser leurs ergots mais ils font toujours très poussins. Ils devront encore beaucoup travailler avant d'allumer l'incendie de la révolution.

Par contre, la police semble avoir mieux assimilé les techniques d'interventions musclées. Les gentils Legal Teams, composés de jeunes juristes assistant les manifestants arrêtés pour empêcher le viol de leurs droits, ont appris à leurs dépens que le glaive de la

loi n'est aiguïsé que d'un côté, celui de la répression des petits. Plusieurs de ces jeunes gens ont été empoignés par les policiers skin heads, fachos et rambos, jetés à terre, menottés, battus et piétinés, injuriés et couverts de crachats. Ils savent aujourd'hui que la loi est d'abord une trique dans la main des puissants.

★Charly (01/01/02)

Site :

<http://www.dissidence.be>

CASSEZ PLUTOT LES BANQUES!

Essai sur la justice dans une société anarchiste

Dans tous les traités de procédure pénale, on apprend ceci :

la sanction des infractions à la vie en société, autrement dit des agressions, est organisée dans

certaines sociétés de manière « accusatoire », et dans d'autres sociétés de manière « inquisitoire ».

Cette subtile distinction est

fondamentale pour imaginer ce que serait la justice dans une

société anarchiste.

La procédure pénale accusatoire

La procédure pénale accusatoire est la première dans l'histoire de l'humanité. Elle existait déjà dans les communautés humaines de base, dites « sociétés traditionnelles », avant l'organisation étatique, c'est-à-dire avant que les producteurs ne travaillent de manière plus intensive et avec des journées de travail plus longues, sous la contrainte de l'armée qui est au service d'une élite du même peuple.

Donc, quand les membres de la société étaient égaux, la procédure pénale était accusatoire.

A ce moment, la victime d'une agression, d'une infraction, amenait son agresseur devant un tribunal où il devait s'expliquer. Le juge, ayant entendu le débat entre la victime, l'agresseur et tous les intervenants qui avaient quelque chose à y dire, condamnait l'agresseur à réparer d'une manière ou d'une autre le tort fait à la victime.

Dans les cas pas trop graves, l'agresseur était condamné à indemniser la victime, en argent ou en produits selon que la monnaie existait ou non, voire en travail ou en services spécifiés. Dans le cas le plus grave, l'agresseur était mis à la disposition de la victime, qui pouvait en faire ce qu'elle voulait:

soit le tuer, soit en faire son esclave, avec la réserve que l'esclavage était souvent limité à une durée de, par exemple, sept années. Si la victime en voulait vraiment à son agresseur et était de celles qui consomment très froid le plat de la vengeance, elle ne manquerait pas de l'achever après l'avoir rentabilisé pendant six ans et 364 jours.

Il avait aussi ce délai pour essayer de se faire pardonner, et puisque le tribunal avait prononcé une autorisation de vengeance de la part de la victime dans certaines limites qu'il avait définies, le droit de grâce appartenait à la victime, alors que dans nos Etats, il appartient au souverain. Comme si, dans ces sociétés, le souverain était l'individu.

Quoi qu'il en soit, l'auteur de l'infraction n'était pas plus abandonné à la vindicte dans la procédure accusatoire que dans notre justice pénale, puisque le juge identifiait l'auteur de la vengeance et bénéficiaire de la réparation, et limitait celles-ci à certaines modalités en leur fixant une certaine mesure. Un système judiciaire pouvait très bien interdire la mise à disposition, de la même façon que beaucoup de nos Etats interdisent la peine de mort.

Au Moyen-Age vers 1200 de notre ère, la procédure pénale était encore accusatoire. Ce n'était guère pour autant un modèle de justice, à cause de certaines pratiques magiques aux retombées fort peu équitables. L'accusé qui persistait à clamer son innocence, et perturbait ainsi la sérénité des juges et de l'assemblée mis en face de deux thèses contradictoires, était jeté à l'eau avec un poids. Si Dieu le faisait surnager, c'est qu'il était effectivement innocent, tandis que s'il coulait, il était coupable et on pouvait tenir qu'il avait menti en se

disant innocent. Tout rentrait ainsi dans l'ordre! Ceci dit, les ordalies étaient mal vues, elles avaient été interdites ici et là.

Hérétiques

C'est alors qu'apparut l'hérésie. L'hérésie menaçait le pouvoir et l'existence même de l'Eglise universelle de Rome, qui élaborait, par conséquent, de quoi l'écraser.

Quel pouvoir avait l'Eglise? Celui de lever l'impôt et de le concentrer dans ses biens, ses couvents, ses terres, ses églises, ses cathédrales, ses palais et tous ses membres qui en vivaient, les uns modestement, les autres somptueusement.

Bref, l'accumulation. Eh bien, les hérétiques ne voulaient plus payer la dîme. Ils disaient que Dieu n'était pas dans l'Eglise de Rome mais parmi leurs communautés alternatives et indépendantes de Rome.

C'étaient différents groupes professant des idées que de nos jours on dirait « de gauche ». Ils disaient que l'accumulation, le luxe, réduisaient le peuple et ses communautés villageoises à la misère en l'écrasant d'impôts et de corvées. Ils voulaient l'égalité et le partage et disaient que Dieu les voulait aussi. Ces groupes avaient des lois internes parfois très rigoureuses; ils pouvaient être aussi durs envers leurs membres et envers le reste de la société que le sont nos intégrismes religieux contemporains. Mais ils défendaient en même temps la justice sociale. Fanatiques ou militants de la liberté, les hérétiques ont été les deux, comme le sont les islamistes actuels.

Malgré ses excès, l'hérésie se répandait. L'Eglise avait fait édicter par les seigneurs des lois la punissant de mort. Mais les curés avaient beau promettre l'enfer à qui sympathisait avec ces organisations, exhorter les citoyens et les seigneurs à dénoncer les hérétiques devant les tribunaux: les citoyens ne bougeaient pas et les seigneurs le moins possible. Les plus audacieux répondaient aux curés que, si tous les membres de l'Eglise vivaient d'une manière aussi simple et fraternelle que les hérétiques, il n'y aurait plus d'hérétiques. Toutefois, il paraît que c'était demander l'impossible à la hiérarchie romaine.

La procédure pénale inquisitoire

La procédure accusatoire était donc impuissante contre l'hérésie. Aucun accusateur ne s'élevait parmi le public pour amener les hérétiques devant les tribunaux et réclamer leur punition, puisque que l'hérésie ne lésait pas les particuliers. Elle n'avait d'autre victime que l'Eglise.

Alors, en usant de menaces contre les seigneurs, l'Eglise les obligea tous à laisser se dérouler sur leur territoire une procédure pénale inquisitoire, spécialement adaptée au cas de groupes subversifs bénéficiant d'une certaine sympathie parmi la population.

Les traités de procédure pénale disent que la procédure pénale inquisitoire commence par une enquête, « l'inquisitio », réalisée par des fonctionnaires publics. Ils recherchent les auteurs

d'infractions, en l'occurrence les hérétiques, parmi un public indifférent voire hostile à leur action répressive.

Ainsi, les villages ont vu débarquer les fonctionnaires de l'Eglise, les moines inquisiteurs, et ceux-ci eurent le pouvoir de convoquer et d'interroger n'importe qui sous la menace de sanctions, même alors que personne parmi les villageois ne leur avait rien demandé. C'était nouveau à l'époque et cela suscita bien des résistances.

Une fois que l'enquête était clôturée et qu'il n'y avait plus qu'à juger, l'inquisiteur se transformait en juge, mais c'est un cas rare et extrême.

Généralement, l'accusateur soumet le dossier à un juge distinct et indépendant de lui. Alors, s'il y a une victime de l'infraction, elle est associée au procès et y demande la réparation de son préjudice, pendant que l'accusateur public demande au juge l'autorisation d'appliquer la peine.

Selon les traités de procédure pénale, la procédure inquisitoire apparaît historiquement après l'accusatoire. Le Moyen-Age ne l'a pas inventée, mais représente un cas récent et bien étudié où le pouvoir, pour conserver son dispositif d'accumulation, l'a mise en place contre une population cible qui le lui contestait.

Qui dit accumulation, retournement de l'élite d'une société contre les masses, centralisation, dit procédure pénale inquisitoire. Qui dit égalité, absence de pouvoir central, liberté des producteurs, dit procédure pénale accusatoire.

Inquisitoire mais pas trop!

Notre procédure pénale est toujours inquisitoire. Elle est davantage le reflet d'un conflit entre l'Etat et ses rebelles ou ses tricheurs, que de l'arbitrage du tribunal entre les auteurs d'agressions et les victimes de celles-ci.

Moi non plus...

Petit morceau de réalité garantie authentique

Décor : Local de garde-à-vue pour les mineurs délinquants pris sur le fait et déférés au tribunal de la jeunesse durant la journée. Privés de liberté, les jeunes attendent et discutent avec les gendarmes et l'avocat de permanence.

Présents : un gendarme d'une quarantaine d'années (G), sa collègue gendarme de 27 ans (g), deux jeunes de 16 ans (J1 et J2), une avocate (a, rôle muet).

J1 : C'est où la toilette ?

G : Viens avec moi. Tu cours vite ?

J1 : Pourquoi ?

G : Tu cours vite ?

J1 : Oui.

G : Moi aussi.

(Ils sortent.)

J2 (à g) : A quoi ça sert d'avoir une

arme sans chargeur ?

g : A quoi cela servirait que j'en aie un ?

J2 : Je trouve que la police, ce n'est pas un métier de femme.

g : Ah bon ! Et où les vois-tu, les femmes ?

J2 : Je ne sais pas, moi. Dans un bureau.

g : Vraiment ! Eh bien moi, le bureau, non merci ! Ce que je préfère, ce sont les émeutes.

Chez nous, la victime d'un délit ou d'une contravention peut porter directement l'affaire devant un juge par citation directe, selon la vieille tradition accusatoire. Mais, si elle est victime d'un crime, ou toutes les fois où une enquête est nécessaire pour rechercher les auteurs de l'infraction ou d'autres renseignements et preuves, la victime dépendra d'une enquête effectuée par les autorités et sur laquelle elle aura bien peu de contrôle. La Marche blanche, pour autant qu'on puisse l'interpréter, comportait la revendication d'une justice pénale accusatoire même en cas de crime et même pendant l'enquête.

La loi Franchimont a effectué quelques petits pas dans ce sens, mais rien de fondamental.

Enfin, notre système est inquisitoire parce qu'on est poursuivi par les autorités pour des infractions qui n'ont pas fait de personne lésée : par exemple, on est poursuivi pour stationnement interdit, même si on ne s'est pas garé devant une porte de garage, même si on n'a pas retardé la sortie de quelqu'un et qu'on n'a dérangé personne.

Toutefois, notre procédure pénale passe pour « moins » inquisitoire que celle de l'Inquisition, celle des procès staliniens ou encore celle que les Etats-Unis ont édictée récemment et appliquent actuellement pour « lutter contre le terrorisme ».

Il serait plus exact de dire que nos justices « démocratiques », tout en étant inquisitoires, n'ont pas reçu du législateur certains moyens d'enquête et certains moyens de répression qui caractérisent les justices dictatoriales. Dans les procédures judiciaires des dictatures, la personne soupçonnée perd toute intimité et tout droit. Chez nous, il y a des règles du jeu à respecter par l'autorité répressive.

Ainsi, il existe une série de moyens contestés pour recueillir des informations, tels que la surveillance proactive de toute la population ou de certains « groupes-cibles », l'espionnage de la vie privée, l'infiltration policière de groupes sociaux, la provocation policière, la torture. Dans nos systèmes judiciaires, les deux derniers sont interdits ; le reste est autorisé par des législations sibyllines et controversées. Par contre, les agents de la répression des trois systèmes judiciaires ultra-inquisitoires que je viens de mentionner, peuvent recourir à tout. Par ailleurs, les Etats que nous appelons « démocratiques » refusent la peine de mort, à l'exception des Etats-Unis. Or, cette peine

fonctionne assez souvent comme une incitation à l'erreur judiciaire, en supprimant le principal intéressé qui pourrait se plaindre de la manière dont la justice a été exercée à son endroit.

Staline et les Etats-Unis n'ont pas autorisé explicitement la torture mais ils ont tout mis en place pour que son utilisation ne puisse entraîner aucun vice de procédure ni aucune sanction, ce qui revient à l'autoriser : une procédure sans appel, à huis clos, sans avocat indépendant qui pourrait servir au moins de témoin, ou sans communication libre entre l'accusé et son avocat ; et susceptible de déboucher sur la peine de mort. La torture peut servir à deux choses. Premièrement, à l'enquête, à la dénonciation, à la recherche de la vérité. Deuxièmement, à l'aveu, à l'intimidation, à la création d'apparences contraires à la vérité. L'Inquisition a organisé les deux. Staline, la deuxième. Pinochet, la junte militaire d'Argentine et la France en Algérie, la première. Les Etats-Unis, on verra, mais à en juger par leurs règles de conservation des archives, on verra dans vingt ans.

Cassez plutôt les banques !

Après avoir vu la justice pénale dans les Etats « démocratiques » actuels et dans les dictatures, voyons comment elle pourrait se présenter dans la société anarchiste.

NOTRE PROCÉDURE PÉNALE

NOTRE PROCÉDURE PÉNALE EST TOUJOURS INQUISITOIRE

EST TOUJOURS INQUISITOIRE

Eh bien, si on imagine que la justice actuelle serait accusatoire comme elle l'était dans la société sans Etat, et si on se lance dans l'exercice scabreux consistant à appliquer le canevas accusatoire à la violence commise pendant les manifs du 14 et du 15 décembre, la police devrait certes être présente et identifier les auteurs des casses de Mercedes (eh oui!); mais seulement pour tenir leurs identités et les procès-verbaux des infractions à la disposition des propriétaires des voitures, de manière à ce que ceux-ci puissent les assigner devant la justice et utiliser les preuves éventuellement récoltées par la police. L'Etat ne peut plus poursuivre, mais il y a un service public d'enquête à la disposition des victimes qui désirent poursuivre. Quant au juge, il dira ce que l'auteur de l'agression doit à la victime, et il empêchera éventuellement la victime de se croire toute-puissante.

Donc je dis bien que la police n'est pas supprimée, mais qu'elle devient un service d'enquête, de médiation et d'intervention (101) qui fonctionne à la requête ou à l'appel des particuliers.

Si, en outre, on introduit dans notre législation une règle de proportionnalité de la gravité de la destruction des biens à la piqure qu'elle représente dans le patrimoine total de la victime, on arrivera durant le procès à l'évaluation suivante :

Soit l'auteur a cassé la belle vieille et inusable Mercedes d'une famille d'immigrés qui l'ont acheté à huit en faisant une tontine (comme quelqu'un en a émis l'hypothèse sur Internet). Variante: l'auteur a cassé l'unique joyau d'un petit bourgeois qui entretenait avec son véhicule une relation passionnelle, ou dont c'était le seul moyen de se rendre à son boulot. Dans les deux cas, l'auteur est considéré comme ayant commis quelque chose de grave et il va devoir passer une bonne partie de son temps à venir à réparer le tort commis.

Soit, l'auteur a cassé le véhicule de quelqu'un de très riche qui peut en racheter un assez facilement. Dans ce cas, il ne sera pas tenu par le juge pour très coupable, et la victime n'aura pas beaucoup de droits sur l'auteur. A la limite, les atteintes au grand capital multinational sont ratifiées par le juge, car elles sont considérées comme la sanction de l'infraction en quoi consiste l'accumulation.

Hautement politique serait par conséquent le procès du membre du Legal team poursuivi pour incitation à l'émeute, pour avoir crié ce qui est malencontreusement tombé dans les oreilles d'un policier en civil, en substance: « Cassez plutôt les banques! »

Pas besoin de supprimer la propriété privée, dont c'est à mon avis à juste titre qu'elle fait partie des droits de l'être humain. Ce qui est à supprimer, c'est l'accumulation.

★Cécily

COMMENT ANESTHESIER LA LUTTE

Dans un article du N°10 (246) d'AL, John Brown¹[1] écrit la phrase

¹[1] La défense du terrorisme: une innovation ou le retour d'un passé obscur, *Alternative Libertaire*, 10 (246), janvier 2002, p. 21, col c.-p. 22, col. a.

suivante: « Le matraquage médiatique sur le terrorisme ne devrait pas nous faire oublier que le terrorisme a des causes et que dans une grande mesure elles sont intestines au capitalisme néolibéral globalisé et ne sont souvent pas séparables des agissements

irresponsables d'une politique étrangère impériale qui a joué avec du feu et a souvent accepté de pratiquer la violence contre les populations civiles. »

Bien que je partage dans une très large mesure le point de vue de

l'auteur dans son article sur la question du terrorisme (notamment sur le fait que celui-ci vit de et pour la spéculation et le trafic d'armes), j'aimerais revenir sur la question des causes qui « sont intestines au capitalisme néolibéral globalisé ».

John Brown, en l'occurrence, n'est ni une exception, ni un accident. Que ce soit en provenance d'Attac, de partis de gauche, de revues plus ou moins engagées, ou d'autres sphères de contestation ou, pour être plus exact, d'opposition, l'idée que l'ennemi est le « néolibéralisme » devient progressivement une constante dans leurs discours, articles et autres interventions. J'aimerais exposer en quelques lignes combien ce glissement rhétorique est en train de nous faire du tort. En effet, une telle appellation contribue à forger l'idée d'une partition du libéralisme. Dans les termes, nous notons clairement que ce n'est pas le libéralisme qui est condamné, mais un succédané de celui-ci: le néolibéralisme. Si le libéralisme est ainsi divisé en plusieurs options, ce n'est pas innocent: cela permet de le sauver, tout simplement.

Ce qui est en procès, c'est le système actuellement dominant. S'il est assimilé au libéralisme *in se*, le contester signifie qu'on ne peut que passer à autre chose. L'alternative au libéralisme, c'est forcément autre chose. Or, ce n'est plus le libéralisme qui est critiqué, mais une certaine application de celui-ci. Et cette nuance permet aux discours politiques et aux théologiens... pardon, aux logiciens de l'économie de glisser vers l'idée suivante: ce n'est pas le libéralisme la cause des

maux de nos sociétés, mais bien une application de celui-ci²[2].

Cela fait près de 20 ans (peut-être plus) que les partis socio-démocrates parlent ouvertement d'économie de marché sans évoquer le libéralisme (alors que l'un ne va pas sans l'autre) et près de dix ans qu'ont été étreintes la notion de 3e voie et celle de libéralisme social³[3]. Cela fait donc un bon moment que nos partis démocrates ont tous rangé au placard l'idée d'une alternative à l'économie de marché. Ecologistes compris, leur discours ne porte pas sur une contestation du libéralisme, mais bien sur une opposition à ce qui est, affirment-ils, pratiqué par les USA et appelé capitalisme néolibéral impérialiste. Le discours des politiques, de la droite à la « gauche », propose une vision différente de celle des USA.

Il est vrai que l'Europe aujourd'hui ne saurait plus aujourd'hui se mesurer à la puissance américaine. Celle-ci est la seule à pouvoir exercer son droit d'ingérence néocoloniale à l'échelle choisie par eux pour diriger le monde: une échelle totale. Les actionnaires et patrons européens ne seraient pas moins favorables à une ingérence des institutions en leur faveur, mais ils ne peuvent se servir de l'Etat de la même manière que leurs homologues américains.

L'UE propose une alternative aux USA. C'est exact: elle propose un autre type de capitalisme, un capitalisme toujours autant fondé

²[2] Ce type de discours est de plus en plus fréquent un peu partout dans la frange « bo-bo » de notre chère classe moyenne.

³[3] Notons l'étonnement de la Dernière Heure du 17/12/2001 devant le slogan « Vive le communisme libre ». Je ne me souviens pas d'une telle réaction face au libéralisme social...

sur le libéralisme et l'impérialisme. Mais comme les moyens de nos Etats sont inférieurs, l'UE propose un libéralisme moins « soumis » à la politique⁴[4]. Ce n'est guère qu'en cela que l'UE propose une alternative.

C'est dans ce cadre qu'elle lance des discours toujours plus nombreux (mais rarement très « clairs » aux oreilles du public non averti) sur le système de la gouvernance et l'amélioration de l'efficacité de la démocratie. Le but est évidemment de faire passer en douceur la pilule de la disparition totale de la décision par « le plus grand nombre » -pour autant que celle-ci ait jamais existé⁵[5].

⁴[4] Soyons exact: c'est la politique qui a toujours été soumise au capitalisme libéral, mais, alors que la politique américaine joue de concert le jeu capitaliste au point de mener les guerres désirées par les lobbies les plus influents (ce qui était encore l'apanage des pays colonisateurs dans les décennies précédentes), ces mêmes groupes de pression ont tendance à réclamer de l'UE qu'elle intervienne le moins possible, qu'elle diminue l'influence du politique, au profit d'instances de décisions extra-politiques comme l'OCDE, le FMI, la BM, l'UNICE ou d'autres structures dominées par le patronat et l'actionnariat. Affinons encore notre remarque: il est clair qu'il s'agit dans les deux cas de tendances générales et que, au gré des politiques et des possédants, ces tendances varient: il y a des partisans d'une intervention d'Etat plus importante et des opposants à celle-ci dans les deux régions évoquées. Noam Chomsky a cependant montré à plusieurs reprises que l'administration américaine est extrêmement forte et se soustrait systématiquement à toute décision extra-politique qui ne lui convient pas, ou qui ne convient pas à ses administrés les plus influents. Voir De la guerre comme politique étrangère des Etats-Unis, Marseille, Agone, 2001.

⁵[5] Il faut croire que, malgré le vide substantiel du Suffrage Universel, les possédants ne parviennent toujours pas à supporter l'idée que le peuple puisse un jour, s'il était suffisamment éclairé pour le faire, prendre son sort en main et se débarrasser de la clique des gros propriétaires et de leurs serviteurs politiques.

AVONS-NOUS QUITTE LA PROBLÉMATIQUE DU NEOLIBÉRALISME ?

Pas le moins du monde. C'est en fonction du même jeu de vocabulaire que le discours s'installe autour de notions « vagues » comme l'employabilité, les dysfonctionnements, la gouvernance, etc. Les termes utilisés par les rhétoriciens de la politique et de la finance ne sont pas définis clairement, parce qu'ils doivent être interprétables de plusieurs façons. Que vous soyez du camp des oppresseurs avertis ou des opprimés hébétés, un exposé sur la gouvernance (« qui pourra assurer une plus grande efficacité dans l'exercice de la démocratie »⁶[6]) ou une critique du néolibéralisme vous touchera différemment.

L'opresseur sait généralement très bien que le néolibéralisme est un miroir aux alouettes: tant qu'on ne critique que lui, on évite de remettre en question l'économie de marché ou le libéralisme *in se*.

L'idée étant que soient préservés du maximum de critiques les concepts de 3e voie, lois du marché, concurrence, liberté d'entreprendre⁷[7]. Quant aux

⁶[6]Ce type de discours se retrouve dans la bouche du « socialiste » Pascal Lamy, par exemple. Or, la gouvernance consiste en la mise en place de « collègues » de réflexion et de décision fondés sur la « compétence », sachant bien sûr qu'en matière économique, les plus compétents sont ceux qui y ont le plus d'intérêts... quantitativement. Et donc, la « société civile », qui va s'emparer de ce type de rênes, ce n'est ni la confédération paysanne, ni Attac, mais bien les circuits patronaux tels que l'UNICE, la FEB (chez nous), etc.

⁷[7]C'est sur base de la « liberté d'entreprendre », trouvée, on ne sait comment, dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, que le Conseil Constitutionnel français a condamné

perdants du système, ils ont leur os à ronger (il en faut toujours un). Puisque le socialisme est présumé mort, que tout mettre sur le dos des Juifs ou des Arabes n'est plus crédible (quoique cette dernière solution est encore, par variante, utilisée de part et d'autre de l'Atlantique, dans les cénacles ultra-libéraux, justement), il faut bien trouver un extrême un peu puissant. On a choisi le néolibéralisme.

La contestation, c'est là le problème, s'en trouve détournée de ses ennemis réels: si les mouvements d'extrême-gauche tombent dans le piège (et j'en ai été souvent le témoin), les ONG et autres partis de gauche conformiste n'hésitent pas à jouer le « front large ».

La déclaration⁸[8] du Réseau « une autre Europe pour un autre monde » en a fait la preuve: le mot néolibéralisme figurait en tête des condamnés. Le capitalisme et le libéralisme étaient absolument ignorés. Le Réseau a été largement approché par le PS, Ecolo et Agalev. Les ONGs et Attac ont fort bien négocié l'anesthésie du mouvement d14. Résultat des courses: à part quelques petits groupes (comme InterEnvironnement Wallonie, pourtant non signataire du Réseau, par peur de la présence gauchiste - sic-), les « alliés » de d14 ont très peu mobilisé après avoir tiré toute la couverture médiatique à eux⁹[9] et

la soeur locale de la loi « Renaud-Vilvoorde » qui, bien chichement pourtant, cherchait à limiter les possibilités de licenciement dans les entreprises bénéficiaires (cf Canard Enchaîné, 16 janvier 2002, p.3).

⁸[8]Le texte final s'en trouve sur le site www.anothereurope.com.

⁹[9]Et ils voudraient qu'on raque le rabiot de frais qu'ils ont accumulé dans ce piège

la manifestation du 14 décembre a paru décevante à beaucoup de monde.

DISTRAIRE L'ADVERSAIRE

Aux échecs, ce coup s'appelle « attraction ». Il consiste à distraire votre adversaire de son but -par exemple, la protection d'une pièce capitale par une autre- en l'attirant vers un autre climax, ce qui vous permet de vous occuper de l'enjeu premier -la pièce désormais prenable.

De fait, par une critique systématique de cet « objectif commun » (le néolibéralisme, « prenez des notes, je ne vais pas répéter »¹⁰[10]), attirant l'ultra-gauche vers celui-ci, les mouvements « tendance attaco-olivier » vident les discours critiques de leurs fondements anti-capitalistes et anti-libéraux en général. On s'en défendra peut-être, mais au niveau de l'impact médiatique, c'est bien ce que cela donne.

L'opresseur sait généralement très bien que le néolibéralisme est un miroir aux alouettes: tant qu'on ne critique que lui, on évite de remettre en question l'économie de marché ou le libéralisme *in se*.

stratégique de Tour et Taxis? Débrouillez-vous sans nous, les gars!

¹⁰[10]Citation de Coluche dans « Les syndicats ».

L'opresseur sait généralement très bien que le néolibéralisme est un miroir aux alouettes: tant qu'on ne critique que lui, on évite de remettre en question l'économie de marché ou le libéralisme *in se*.

L'acte de méfiance critique est ici salutaire. Tout discours s'opposant au néolibéralisme

mérite d'être déconstruit pour en affiner le but. Par exemple, en posant la question « et que suggérez-vous à la place du néolibéralisme que vous critiquez ? », vous risquez d'apprendre que le rhéteur (s'il est imprudent) est favorable à un type de marché régulé, ou à une démocratie plus influencée par la société civile (qui, on le sait, est un leurre de plus¹¹[11]), voire à un retour aux valeurs nationales (pour les « anti-mondialistes » qui déshonorent la mouvance internationale d'opposition par leurs particularismes nationaux, souvent plus droitistes encore et sûrement anti-sociaux).

L'auteur d'un article, d'un livre, d'un discours, le participant à un débat qui ne tourne qu'autour du néolibéralisme ne joue pas franc-jeu -ou alors il est inconscient du phénomène que je viens d'exposer et il est temps de l'éclairer. Quand nous en avons l'occasion, c'est bien sur les principes du capitalisme, du libéralisme, du libre-marché, de la concurrence, etc. que nous devons recentrer la discussion, histoire de triturer le fond de la pensée des intervenants et d'éviter que l'audience soit abusée.

A bien y réfléchir, d'ailleurs, le terme même de néolibéralisme est une gageure: celui-ci s'est installé à partir des années 74-75, lorsque les USA ont décidé de renoncer au libéralisme keynésien. De quoi s'agit-il? L'interventionnisme d'Etat de type keynésien dans l'économie

occidentale remonte à la crise dite de 1929 et à sa résolution pragmatique par Roosevelt à partir de 1932 (pour les USA, bien sûr) par la nationalisation de certains grands chantiers et par l'établissement de plans de développements, dont l'ampleur nécessitait des finances quasiment inexistantes dans le privé.

De fait, ce système a remis l'économie occidentale plus ou moins à flot, et ce jusque dans les années 70.

Cette période coïncide avec un certain mieux-être général, pour autant que vous fassiez exception des années de guerre et de la partie du monde encore colonisé.

La chute du colonialisme traditionnel, la fin de la guerre du Viet-Nam et la crise du pétrole (entre autres choses) rendirent sa raison d'être à la hargne des poussahs de la finance contre l'interventionnisme étatique, rendu responsable de la faiblesse des marges de profit.

En dépit de la crise dite de 1929, qui montra clairement que le marché international dépourvu de toute régulation était l'une des causes principales de la banqueroute générale, les économistes assassinèrent les théories de Keynes, comme trop protectionnistes et pas assez libérales, pour pousser à un... retour en arrière, à l'époque d'une absence quasi-totale de régulation des marchés¹²[12], souvenir de l'époque des grands trusts et des super-capitaines d'industries, les Carnegie, Vanderbilt et autres Rockefeller.

Vingt-cinq ans après la dénonciation de Keynes, les monopoles ont changé d'allure, mais le système est bien le même que celui qui a asservi le XIXe siècle. Et celui qui ose dire « les colonies en moins » n'a rien compris.

En guise de conclusion, j'aimerais ajouter que, dans les discours médiatisés, une constante s'affirme par ailleurs. Lorsqu'on parle du socialisme c'est désormais celui de papa Mao et tonton Staline que l'on évoque. Loin de moi l'idée de faire le procès de ce « socialisme », car je ne veux pas que cela soit le centre du débat de cet article. Mais il est clair qu'alors que le libéralisme s'est offert une image multiple (néolibéralisme, libéralisme social, paternalisme, pinochétisme, keynésianisme, libéralisme national -c'est-à-dire extrême-droite-, etc.), il dénie par contre au socialisme toute alternative à celui qui fut en vogue en Chine et en URSS, avec toutes les déformations qui nous sont parvenues de toute part à son sujet. La Corée du Nord, Cuba, le Vénézuéla, pour ne citer qu'eux, connaissent une opposition (plutôt extérieure qu'intérieure, à part pour le dernier) qui critique le pouvoir considéré en se référant systématiquement aux Soviets, goulags et autres leitmotivs plus ou moins caricaturés. Non que je défende les régimes de ces trois pays -loin s'en faut-, mais il me paraît difficile de les cataloguer maoïstes ou staliniens (voire même socialistes).

Deux charges nous incombent donc, devant le rideau de médias-mensonges, dans le seul domaine du discours: le retournement des critiques (ou prétendues telles) du néolibéralisme vers le libéralisme même et l'affirmation d'un socialisme qui dépasse le seul socialisme d'Etat.

¹¹[11] Voir note 4 ainsi que les remarques du texte sur la gouvernance.

¹²[12] Ce qui ne signifie pas absence d'intervention de l'Etat, au contraire: les guerres, jusqu'en 1918, sont essentiellement provoquées par des croissances de relations entre complexe militaro-industriel et Etat.

★Thitho

Association Educative

BONAVENTURE

Comme vous le savez certainement, le *Centre d'Education Libertaire Bonaventure* a décidé cette année d'orienter ses activités vers un public adulte, et non plus seulement d'enfants.

Pendant quelques mois, nos locaux n'accueilleront donc pas de groupe scolaire, le temps pour nous d'organiser ces nouvelles activités. Mais pas de panique, l'éducation libertaire reste notre optique majeure, et nous avons déjà cinq inscriptions pour l'an prochain.

Cette volonté d'étendre notre domaine d'action aux adultes est née :

- du constat que l'éducation populaire ne saurait seulement s'adresser aux enfants ;
- des expériences nées d'échanges de savoirs et d'analyses avec des mouvements d'éducation populaire alternatifs ;
- de nos compétences en matière de mutualisation des savoirs ;
- de nos capacités à avoir su tisser un réseau libertaire et autogestionnaire autour des possibilités de construire une éducation égalitaire et libertaire.

Tous et toutes, avec le temps, avons besoin de renouveler nos connaissances, d'approfondir nos savoirs et d'acquérir de nouveaux savoirs-faire. Au regard de l'expérience que nous avons aujourd'hui - après dix années de pratiques libertaires dans l'éducation - mais aussi des capacités reconnues de notre équipe dans l'enseignement et le militantisme libertaire, nous avons donc décidé d'organiser, entre autres activités, des cycles de formation politique et syndicale.

Comment combattre le système capitaliste de manière efficace alors qu'il ne cesse d'évoluer? Comment lutter contre les multinationales sans comprendre les ramifications qui les unissent? Quelles alternatives économiques et sociales proposons-nous en tant que libertaires? Sur quels terrains souhaitons-nous mener les luttes?

En nous donnant les moyens d'y répondre, nous nous armons pour l'avenir.

En proposant d'assurer ces cycles de formation, le *Centre d'Education Libertaire Bonaventure* souhaite laisser le maximum de latitudes aux militant(e)s intéressé(e)s. Dans ce but, nous avons envisagé différentes alternatives, toutes destinées à faciliter la mise en place de ces formations, et le travail de Bonaventure avec les

organisations et les individus intéressé(e)s.

Voici ce que nous pouvons proposer:

1. Dans les locaux de Bonaventure

Pendant les vacances scolaires, afin que chacun(e) puisse se déplacer sans contrainte jusqu'à Oléron (rappelons que nous sommes installés sur une île devant La Rochelle), nous mettons nos locaux à disposition des formations. Dans ce cas, l'équipe de Bonaventure s'engage à accueillir les participant(e)s, et à mettre ses membres à disposition si besoin est pour assurer la tenue des cycles. L'organisation des formations sur Oléron peut-être très agréable, car nous bénéficions d'une situation géographique idéale (l'océan est à 500 mètres, et les sites à visiter ne manquent pas, d'où l'intérêt de le faire pendant les vacances). C'est l'occasion de recréer le principe des athénées libertaires espagnols, quand le militantisme incluait le plaisir de vivre avec les autres.

2. Dans vos régions.

Nous proposons également de nous déplacer dans vos villes. Pour cela, les groupes organisateurs devront

s'engager à tout mettre en place, ce qui nous semble plus pratique et réalisable.

Les thèmes traités lors des formations devraient selon nous être déterminés entre les groupes locaux et notre équipe, pour que nous puissions agir au mieux, et fournir la meilleure qualité possible. De toute manière, conformes à la pédagogie libertaire, nous partons du principe que la formation est continue et

réciproque. Nous avons tous et toutes des expériences à apprendre des autres...

Nous vous invitons bien sûr à nous écrire pour nous communiquer vos suggestions, vos désirs vos remarques.

Parce que nous progressons mieux à plusieurs que seul(e)s, parce que les idées ne sont rien sans la pratique.

★Cédric Dupont

*Pour l'Association Educative
Bonaventure*

Association éducative Bonaventure

35 Allée de l'Angle

CHAUCRE 17190

St Georges d'Oleron.

FRANCE

Tél.: 05.46.75.08.92 Fax: 05.46.76.82.60

Mail: bonaventure@wanadoo.fr

Site : <http://perso.wanadoo.fr/bonaventure>

**LE COLLECTIF DE
RESISTANCE AUX CENTRES FERMES
ET AUX EXPULSIONS**

Ceci est un appel à aide et à soutien à toute personne désireuse de rejoindre la lutte des demandeurs d'asile.

LE COLLECTIF est un groupe de personnes qui se réunit régulièrement, afin d'élaborer une tactique de plus en plus affinée dans le but de soutenir et de relayer la résistance des personnes incarcérées dans les différents centres fermés et/ou menacées d'expulsion du territoire.

Le collectif a pris la relève du Collectif contre les Expulsions, dont l'activité a dû cesser suite aux pressions insupportables des forces de l'ordre.

Nous n'avons pas besoin de vous rappeler la gravité de la situation concernant l'asile, tant en Belgique qu'en Europe. Le travail est immense. Le collectif souhaite collaborer avec toutes les personnes soucieuses de changer cette situation, même si ces personnes ne souhaitent pas adhérer aux mots d'ordre du collectif.

Le collectif travaille avec d'autres collectifs, en Belgique et ailleurs, dont les objectifs lui sont communs,, parfois en collaboration avec certaines O.N.G. actives sur le terrain et, dans l'urgence, avec certains parlementaires soucieux des droits de l'homme (ça existe!). Par leur biais, ainsi que par divers

types d'actions à plus ou moins large audience, le collectif tente de sensibiliser un nombre croissant de personnes à cette problématique. L'objectif étant d'influer sur le cours politique de la situation de l'asile en Belgique et en Europe.

Le collectif est, par exemple, à l'origine d'une série d'actions et de mobilisations comme la contestation lors de l'expulsion collective par charter des Roms vers la Slovaquie, ainsi que celle des Ouïgours vers le Kazakhstan. Il est aussi à l'initiative de mobilisations qui ont permis la libération de personnes telles que Nancy N'tumba ou plus récemment Ibrahim Bah et Mohamed Konteh. Lors de la campagne de régularisation, il a dénoncé les carences de celle-ci tout en soutenant activement de nombreux demandeurs d'asile dans leur démarche.

MOTS D'ORDRES

Le collectif pose trois revendications de base :

- **Arrêt des expulsions,**

- **Suppression des centres fermés,**

- **Régularisation de tous les sans papiers**^{13[1]}.

Par ces mots d'ordre, nous nous opposons: au mythe de la nation comme groupe de gens exclusivement issu d'un territoire donné; à la *machine à exclure* que les différents gouvernements ont mis en place pour garantir ce mythe; à la violence exercée avant et au cours des expulsions, ouvertement légitimisée par les politiques; au racisme et à la xénophobie encouragés implicitement par les médias de désinformation; à la création de « sous-citoyens » jetés en pâture aux esclavagistes modernes et à leurs corollaires, les trafiquants d'esclaves; à l'emprisonnement sans délit qui attend nombre des réfugiés dans les centres fermés; à la stupidité du slogan « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde »; à la précarisation des droits sociaux pour certains (les sans-papiers, mais aussi les régularisés et les Belges) dans l'intérêt d'employeurs prédateurs; à

^{13[1]} Qui peut se comprendre par « les mêmes papiers pour tous le monde », ce qui amène certains à revendiquer: « plus de papier pour personne ».

l'illusion de la gestion des flux migratoires par des mesures sécuritaires, tant à l'échelle nationale qu'européenne.

Nous nous opposons aussi au mythe de l'Europe forteresse. La notion d'Europe forteresse permet en effet de disqualifier toute critique interne du modèle européen libéral en jouant sur le phantasme de la solidarité face à un ennemi commun, l'étranger non-européen.

Toute personne doutant de ce danger se place de fait dans la position du traître et se voit donc criminalisée, d'où la vague de procès dont font l'objet certains militants anti-expulsions.

STRATEGIE ET ACTIONS

Le collectif s'efforce de réaliser ses mots d'ordres en prônant la désobéissance civile aux lois condamnant l'aide aux étrangers en séjour

illégal. Il place son action dans le cadre de la non-violence et du strict respect des personnes. Les membres du collectif sont prêts à assumer l'entière responsabilité de son action de manière solidaire.

Le collectif permet, par son action, de rompre l'isolement dû à l'incarcération, de dénoncer la plupart des violences subies dans les centres fermés et lors des tentatives d'expulsion, de répondre aux différents abus de pouvoir touchant les sans-papiers, de montrer que, derrière les chiffres froids diffusés par le politique, il y a des personnes et leurs histoires, des familles et des drames humains réels, et non les « profiteurs » dénoncés par les médias. Ces actions sont conditionnées à la demande faite par les personnes; seuls les sans-papiers qui souhaitent notre aide rendent possible notre action, nous ne travaillons en aucun cas sans leur collaboration volontaire.

Par nos contacts fréquents avec les réfugiés, nous pouvons établir un véritable *fil d'information*, sous forme de

communiqués de presse, de la constitution de dossiers spécifiques et d'argumentaires ainsi que par le biais de conférences. Un aspect important de notre action consiste à sensibiliser les passagers à l'aéroport lors des tentatives d'expulsion.

L'indifférence des médias, du public, du politique, les blocages contre toute espèce de changement pour des questions d'intérêts particuliers ou par esprit nationaliste, voici les principaux adversaires de notre lutte pour les droits des réfugiés.

De tous les réfugiés.

★ Alec, Flo, Jean

Contact: Marie au 0486 / 91 94 68 -Collectif de Résistance aux Centres fermés et aux Expulsions (Bruxelles); contacts avec les collectifs liégeois et gantois par notre intermédiaire; autre contact: Thierry (thitho) sur e-mail: thierry3@brutele.be

L'ÉTAT DES PRISONS

LES PRISONS DE L'ÉTAT

Christophe Soulié parle de la prison à partir d'une expérience : le *Comité d'Action des Prisonniers* (C.A.P.) qui a posé un certain nombre de questions sur la prison à partir du point de vue des prisonniers, en France, dans les années 1972 à 1980, et qui a mené des actions autour de la prison et en l'élargissant à la question sociale. Depuis leur mise en place, les systèmes pénitentiaires ont été régulièrement secoués par des révoltes. Dans les prisons françaises il y en a eu à l'occasion de toutes les révolutions du XIXème siècle en France : 1830, 1848, 1870. De même, à la prison de la Santé, en 1967. Mais, aucune de ces révoltes n'avait débouché sur une organisation autonome des prisonniers, portant par leur lutte une critique sociale plus globale, dépassant le cadre de la prison. C'est ce qui s'est passé dans les années 70 avec la Comité d'Action des Prisonniers.

Ce dialogue est issu des interventions de Christophe Soulié lors du débat du 19 mai 2001 au *Centre Libertaire* de Bruxelles, ainsi que d'un entretien avec Xavier Bekaert ayant eu lieu quelques jours après.

XB: Comment as-tu fais la connaissance du CAP ? Était-tu un de leurs militants ?

CS: Personnellement je n'ai pas été militant de ce mouvement. Je suis tombé en prison en 1978. J'ai été détenu pendant trois ans. Quand j'ai connu des militants du CAP, à l'intérieur, c'était déjà la fin. Il y avait une nouvelle donne au niveau carcéral, un nouveau régime de détention issu de la réforme de 1975, consécutive aux révoltes de 1972 à 1974. Les luttes collectives étaient très affaiblies à ce moment-là. C'était plutôt des luttes relativement individuelles, menées par des prisonniers autour de la question des quartiers de haute sécurité, avec un soutien collectif.

Comment t'es venue l'idée d'écrire ton livre ?

J'ai vécu la prison d'abord et j'ai essayé de l'analyser ensuite. Durant la détention, on est évidemment attentif à ce qui se passe, à ce que l'on vit, mais on n'a pas tellement de recul. Les relations à l'intérieur sont difficiles et les lectures sont contrôlées, la presse est contrôlée également. Cela a été très lent, en ce qui me concerne.

J'étais militant politique, j'essayais d'avoir des contacts. C'est en sortant de prison que j'ai eu envie de me battre contre le système carcéral, de manière effective. A l'intérieur, on est plongé dans un monde totalitaire. On pense avant tout à se protéger intérieurement. D'où un certain replis. Mais cela dépend aussi du type d'établissement dans lequel on est détenu et des gens qu'on rencontre. Je suis sorti à une époque où le mouvement n'existait plus. Mais j'ai rencontré à ce moment-là des anciens du mouvement. C'était le début de la libéralisation des ondes radio. On a monté des émissions. On était quelques uns pendant plusieurs années dans différentes villes à animer des émissions de radio de lutte contre la prison. Les ondes passant les murs, c'était une bonne opportunité. Quand

j'étais à l'intérieur, j'en étais réduit à écouter radio Alger-3 et je rêvais de radio alternative.

Étant chômeur j'ai eu l'opportunité de faire une école de journalisme avec un financement des ASSEDIC (ce qui correspond à l'ONEM en Belgique). J'avais un mémoire de fin d'études à faire après 2 ans. Je l'ai fait sur le CAP, le journal des prisonniers. J'ai fréquenté des anciens du mouvement, certains de ceux qui l'avaient créé, et j'ai étudié leurs archives. Des années après, en fréquentant des étudiants et des militants se battant pour la libération de Philippe Casabonne, cet étudiant palois lourdement condamné en Espagne pour son soutien à la cause basque, on s'est posé à nouveau la question de la prison et de la répression. C'était à la fin des années 80. C'est ce qui m'a donné l'envie de transformer mon mémoire en livre.

Quel est l'origine du CAP ?

Les prisonniers ont construit leur mouvement dans les années 70. L'acte de naissance du CAP, c'est 1972. Ce sont des anciens prisonniers de la maison centrale de Melun, dans la région parisienne, qui ont créé le CAP. A l'intérieur, ils s'étaient organisés en se référant aux combats de la

classe ouvrière, en faisant grève, en faisant des actions collective, avec des revendications pour l'amélioration des conditions de détention. Le CAP a repris cela mais il a aussi ajouté une autre revendication : l'abolition de la prison.. Cela peut sembler contradictoire mais ça a donné une force terrible au mouvement, car ils ont réussi à articuler une revendication d'abolition de la prison avec l'amélioration des conditions de détention dans un premier temps. Ils sont arrivés à prendre le système sur ces contradictions, à gagner des luttes ponctuelles. Par son action, le CAP a fortement marqué le débat des années 70. Par exemple, cela a permis la conquête du droit de lire en prison (d'étendre fortement les possibilités de lecture!). Ils ont essayé de conquérir la liberté de s'organiser, mais cela a été un échec. Ils ont mené des campagnes pour l'abolition de la peine de mort, contre les quartiers de haute sécurité. Ceux-ci ont d'ailleurs été supprimés, en 1981, après la victoire de Mitterrand, dans un premier temps pour être remis en place, tout de suite après, sous une autre forme, parce que le mouvement était en pleine descente dans les années 80.

Comment décrire les fondateurs du CAP ?

Parmi ceux que j'ai connus au CAP, il n'y avait pas d'intellectuels, professionnellement parlant. Par contre il y en avait lors de la création du CAP.

En effet, le CAP est le résultat de la rencontre entre des prisonniers dits de droit commun contestant la prison, d'intellectuels comme Michel Foucault et de militants maoïstes de la Gauche prolétarienne qui voyaient dans le prisonnier un sujet révolutionnaire. C'était leur ouvriérisme qui les amenait là. Le terrain de la classe ouvrière traditionnelle (française, mâle, qualifiée) étant occupée par la gauche classique, ils allaient vers les immigrés, les taulards. Dit comme ça, cela fait un peu opportuniste. Il y avait aussi leurs analyse. La gauche n'avait pas intégré cette évolution de la classe ouvrière (la place des O.S., le refus du travail, la mobilité, la déqualification...).

Le CAP est né de cette rencontre-là. Mais ceux qui l'ont pris en charge ce sont des gens comme Serge LIVROZET qui lui n'avait jamais fait d'études supérieures, comme ceux qui étaient avec lui à la centrale de Melun. Le CAP rompt avec les maos à un moment donné. Ceux-ci n'acceptaient pas le mot d'ordre de la prison pour personne. C'est l'affaire de Bruay-en-Artois qui révèle ce

clivage. Là, un notaire est accusé du meurtre d'une fille de mineur. Sous l'impulsion de Serge July et de François Ewald, la gauche prolétarienne mène la lutte pour l'incarcération et la condamnation du notaire, parce qu'il est notaire et qu'il n'y a qu'un bourgeois qui ait pu commettre un tel crime. Les chemins se sont alors séparés.

Certains intellectuels l'ont accompagné encore un peu. Mais surtout ils ont légitimé sa parole et lui ont donné ainsi accès à la place publique.

En fait, Mai 68 apparaît comme la grande coupure qui a facilité ce type de rapprochement.

Cela a débouché sur la remise en cause des institutions comme l'école, la psychiatrie, la médecine et bien sûr la prison.

Et quels sont ceux qui soutiennent le CAP ?

Des journaux comme Le Monde rendent compte de ce que fait le CAP, du moins à ses débuts. Ainsi le compte-rendu de la première AG occupe une demi page de ce journal si respectable. Une revue comme Esprit, qui est un truc plutôt catho, diffuse les textes de revendications des prisonniers en lutte et donne pas mal de place à la

question de la prison. un journal trostkyste comme Rouge soutient le mouvement, il y a des anarchistes aussi bien sûr.

Comment se définit le CAP ?

Le CAP lui-même se définit comme un mouvement plutôt libertaire et non violent. Ses membres mettent en avant une société basée sur des rapports non violents et égalitaires. Ils essayent de pratiquer une lutte non violente. C'est un choix stratégique. Certains de ses militants ont côtoyé le Mouvement pour une Alternative non Violente (MAN).

Quel était leur type d'actions ?

C'étaient des luttes qui reposaient sur la désobéissance, qui essayaient de prendre le système sur ses contradictions soit sur le terrain judiciaire dans les procès, soit sur des actions comme la simple vente du journal devant les prisons parisiennes (cela représentait, à l'époque 15.000 détenus), ce qui était fondamental pour eux. Il fallait être devant les prisons les jours de parloir pour que les familles puissent acheter le journal. La police les arrête dans un premier temps. Ils sont 10 la première fois devant Fresnes, la fois suivante ils sont 20, puis 30.

Ils s'arrangent pour que cela grossisse et que ce soit de plus en plus des gens différents. Au début il n'y a que des militants du CAP, des "repris de justice", socialement très vulnérables, mais après il y a des lycéens qui s'habillent en bagnards, ensuite des profs, des intellectuels. Après Le Monde fait un article là-dessus, fait plancher un criminologue sur la question juridique de leur interpellation. Celui-ci dit que rien n'empêche de vendre un journal dans la rue si on ne le vend pas aux automobilistes. À partir de là les militants du CAP diffusent l'exemplaire du Monde dans lequel est publié cet article. Nouvelles interpellations, mais cette fois-ci pour avoir diffusé le respectable quotidien. De quoi mettre les rieurs de son côté. C'est là-dessus qu'ils gagnent. Avec l'optique d'être présent sur une lutte très concrète, très petite, mais pas du tout minimaliste. Une lutte gagnable donc très mobilisatrice.

On part de grands principes comme l'abolition de la prison, la liberté d'association le droit du travail respecté, et puis on se bat pour un truc ponctuel, comme la liberté d'information qui passe par le journal. La liberté de lire. Il y a un prisonnier de la Santé qui commande exprès des livres dont il sait qu'ils ne passeront

pas comme le livre de LIVROZET, le fondateur du CAP, le livre *De la prison à la révolte*.

L'administration les refuse et il lance une grève de la faim. Aussitôt c'est prétexte à lutte, mobilisation pour défendre le droit de lire. On va aller chercher des écrivains qui vont manifester avec des ex-taulards, devant la Santé, avec un haut-parleur pour informer qu'ils sont là et ce qu'ils font. Là-dessus, le pouvoir cède.

Le CAP s'est construit autour de trucs comme cela. On l'a accusé de fomenter des révoltes alors qu'il n'y a jamais appelé, tout simplement parce qu'il ne se voulait pas une avant garde. Par contre, il soutenait les prisonniers en lutte. C'est eux qui prenaient les plus gros risques. Cela aurait été plutôt malsain d'appeler depuis l'extérieur les prisonniers à se révolter. Partant de l'intérieur, le mouvement n'a pas la même signification. Lors des révoltes de 74 il y a eu au moins 7 morts et de nombreux blessés graves. À l'abri des murs les forces de l'ordre peuvent faire ce qu'elles veulent. Quand j'étais à l'intérieur, j'ai entendu des témoignages de certains matons qui eux-mêmes étaient scandalisés par ce qu'ils avaient vu à l'époque. Une fois que les CRS rentrent, ils cassent tout ce qui est à portée de leur crosse de fusil. Les

taulards qui se révoltent sont considérés par les autorités, voire les médias comme des moins que rien. Les révoltes ont beaucoup marqué le CAP, on peut dire qu'il est issu de celles de 71-72. De nombreux membres les ont vécues. En 74 ceux qui l'ont fondé sont dehors mais ils sont devant les prisons lors des révoltes, à tracter, à intervenir, à manifester. Ils se font emballer. Là aussi il y a des procès.

Leurs actions reposaient sur une symbolique forte. Par exemple, quand LIVROZET va défier à Colmar l'institution judiciaire lors d'un procès pour soutenir un de ses anciens compagnons détenu qui doit répondre de l'accusation de s'être révolté. Celui-ci est condamné très lourdement, à plusieurs années de prison en plus. LIVROZET s'exclame en plein tribunal "Pourriture de justice". Il est arrêté aussitôt et inculpé. Cela donne prétexte à un grand mouvement de mobilisation, avec la sortie de numéros spéciaux. La grande presse en parle. Il devient un héros positif. Les militants du CAP, à cette occasion mettent la justice sur la défensive. Ils obtiennent le soutien du syndicat de la magistrature. L'idée, c'était de chercher des alliances avec d'autres groupes. En travaillant sur le CAP, j'ai remarqué cette capacité à agacer mais aussi à

relier. Les gens du CAP avaient un autre langage et c'est peut-être là la différence avec des gens formés en fac. Ce sont souvent d'anciens voyous, pour ça le journal est savoureux à lire. Pour un linguiste, il a un intérêt ce canard. Il est intéressant aussi pour cette manière de poser les choses et d'en parler.

Qui sont les gens du CAP ?

Le CAP était principalement un phénomène surtout parisien, bien qu'il y aient eu des militants dans d'autres villes, notamment à Lyon. Mais le journal était fait à Paris.

Le CAP, ce sont souvent des gens qui se sont cultivés en prison, qui y ont rencontré d'autres gens.

Leur analyse? On ne naît pas délinquant, on le devient. Cette idée que c'est la situation qui est importante. Ce qui s'attaque à la criminologie de l'époque. Cela revient aujourd'hui avec le débat sur l'inné et l'acquis, par le biais de la génétique. À l'époque on essayait de voir s'il y avait des chromosomes de la délinquance. C'est terrible quand on a un discours comme ça en face qui naturalise complètement la délinquance, cela empêche toute critique sociale.

C'est le même discours que tiennent actuellement les partisans de la répression avec ce concept abject de "tolérance zéro" (intolérance maxi) qui disqualifient toute critique en parlant d'"angélisme" et de "sociologisme".

Alors le CAP a introduit cette idée que ce sont les conditions dans lesquelles on met les gens qui les amènent à "faire du mal" (cela peut se discuter) et à qui. C'est vrai que malheureusement le plus souvent ce sont des pauvres qui volent d'autres pauvres. Car les riches savent se protéger, se mettre à distance. Ils laissent des secteurs entiers dans lesquels les gens se déchirent entre eux. On le voit beaucoup en ce moment avec "la petite délinquance", les bagnoles qui seront abîmées, etc ... Les riches savent être discrets, il n'y a pas de reportages sur les riches.

"On ne naît pas délinquant, on le devient" donc tout prisonnier est politique à partir de là. Tout prisonnier est la victime d'une politique qui a créé les inégalités. Par contre, avec une société socialiste (on voit qu'on est dans les années 70) il n'y aurait plus de délinquance. Mais ça c'est au début, après cela évolue et on essaie de comprendre les viols, les meurtres, ...

Pas seulement la délinquance économique, mais aussi les affaires de mœurs?

Oui mais le CAP renvoie toujours au système qui produit des gens frustrés, qui exerce des pressions sur les personnes. Après, la question, c'est comment on va régler ces problèmes-là. Je me souviens de LIVROZET qui dit : *"Pourquoi la délinquance, la criminalité, ne seraient pas le baromètre de ce qui va mal dans la société ?"*

Cela fait penser à la fin de « L'enfance de Bonnot » de Boris Vian : « Si tout ce qui précède ne suffit à l'excuser/ On y trouve pourtant l'explication de ses méfaits/ Depuis qu'elle tourne mal et que la liberté s'effrite/ La Société a les criminels qu'elle mérite »

L'idée de l'abolition de la prison part d'un vécu. C'est quasiment une position éthique en disant ce n'est pas possible de vivre ça. On ne discute même pas là-dessus. C'est vrai que même dans une société toute autre, qui ne fonctionne pas avec la concurrence, il peut y avoir des problèmes qui émergent sinon c'est un monde totalitaire. Mais jamais l'enfermement ne doit être la réponse.

De plus, on peut imaginer que hélas des crimes passionnels sous le coup de la colère sur un court moment ou issus de longues tensions, existeront toujours. Y a-t-il eu des réflexions, des analyses concernant les alternatives à proposer à l'enfermement ?

Il y a eu des analyses assez poussées quand même, des échanges, des pratiques. Les lieux de vie qui ont émergé dans les années 70-80 ont été considérés comme des alternatives à l'enfermement, comme par exemple le CORAL, dans le Gard. Ce sont des réseaux qui se sont créés dans les années 70 autour d'alternatives à la psychiatrie. Dans les années 80 on a beaucoup parlé du CORAL. On les a fait tomber pour pédophilie. C'était un coup monté. Le CORAL existe toujours. Il était fédéré dans un collectif qui s'appelait le CRA (Collectif Réseaux Alternatifs) mais qui, je crois, n'existe plus... Le lieu de vie c'est un lieu hors institution. On est dans une maison, on vit plus ou moins en communauté. C'est un lieu ouvert avec des gens qui l'animent et qui doivent être hyper costauds. Ils récupèrent souvent les gens dont les institutions ne veulent plus, les cas les plus lourds. A ce

sujet, le film de Jean-Michel Carré, *Visiblement, je vous aime*, tourné au Coral avec les gens du Coral est intéressant à voir.

Mais, on peut juste donner des pistes. Il n'y a pas de solutions. L'abolition des prisons implique un tel autre fonctionnement social qu'il est impossible de donner des solutions toutes faites. Les alternatives sont toujours expérimentales. Mais c'est le fonctionnement de la société dans son ensemble qui est en jeu.

L'abolition de la prison risque hélas de rester encore longtemps abstraite et il est impossible de quantifier a priori combien il y aurait de crimes ou de meurtres en société libertaire.

Par contre on peut quantifier le nombre de pauvres en prison et constater que le système est complètement injuste. La majorité des prisonniers sont détenus principalement pour la dope ou l'absence de papiers. Et si on parle des affaires de mœurs comme l'inceste, est-ce que la prison y répond ? Je ne le pense pas. Puis il y a les violences et les meurtres, mais la société met les gens en situation d'être violents et même pire, elle fait l'apologie, le culte du "gagneur", du

"meilleur". C'est une sacré promotion de la violence qui s'opère là dans la pub, dans les médias.

Le CAP lui disait pour expliquer ces violences que l'État lui-même a bien organisé toutes les guerres coloniales. Toute une génération qui a été sous les drapeaux de 45 à 62, y a appris à torturer, à tuer, à être violents. À l'époque, dans les années 70, tout cela est à la fois très frais et en même temps refoulé. Par ailleurs, le CAP était une immense école contre les préjugés, qui amenait les gens à bouquiner, à analyser les choses collectivement. C'est très moderne, dans ce qu'on appelle aujourd'hui les nouveaux mouvements sociaux, autour des sans papiers, du chômage, du sida, il y a cette idée que pour militer, pour s'affronter au pouvoir, il faut connaître, il faut accumuler les connaissances, les interpréter et avoir une réponse à donner au discours d'en face. Il faut comprendre ce qui se passe. Ce sont des mouvements qui pratiquent à la fois l'action et l'accumulation de connaissances.

Cela rappelle les syndicats au début du siècle dernier.

Oui, cela évoque les bourses du travail. Je crois que le CAP à ce point de vue peut être classé dans ce genre de mouvement.

Pascal Marchand faisait remarquer qu'il faut aussi faire attention quand on parle de l'abolition de la prison, ce n'est pas uniquement l'abolition du principe de l'enfermement.

Dans le débat politique actuel on parle aussi d'abolition de la prison comme lieu d'enfermement et il est proposé des formes alternatives : la surveillance électronique. Je pense qu'elle reste aussi dans le même principe d'enfermement. Dénoncer la prison ça doit être aussi dénoncer la société de contrôle, la prison est un élément très visible qui émotionnellement choque un peu plus, mais il y a une banalisation de l'enfermement, du contrôle des classes sociales : chômage, minimex. Le bracelet électronique, des études montrent bien que ce n'est pas la panacée. À la limite les gens préfèrent se retrouver en taule que d'avoir un bracelet électronique car cela a des influences très négatives au sein de la

famille. C'est finalement toute la famille qui encaisse le statut de prisonnier électronique.

La surveillance électronique, c'est la prison à domicile. C'est une manière de pouvoir étendre le système sans construire de prisons supplémentaires qui coûtent cher quand même. La bourgeoisie est très économe. L'arrivée du bracelet électronique m'affole de ce point de vue.

On aura intérêt à se domicilier dans un quartier où il y a beaucoup de commodités et un appartement plutôt sympa. Il y a le bracelet électronique et tout le contrôle social qui va avec. Tout le réseau d'assistances sociales, la pression de conformité.

Dans le contexte actuel les peines dites alternatives ou des mesures dites alternatives permettent seulement de punir différemment et de contrôler plus de gens. Cela ne réduit pas le nombre de gens qui vont en prison. Tant qu'il y aura des places en prison, elles seront prises. On va placer en milieu fermé des jeunes qui auparavant auraient subi simplement des remontrances, une réprobation, une mise à

l'épreuve, un travail d'intérêt général.

Les peines avec sursis probatoire ont commencé dans les années 60. Les gens auraient eu un sursis simple, et non une mise à l'épreuve. Ils n'auraient pas été en prison. On construit des prisons en plus, cela ne réduit pas la surpopulation. Il y a un effet de vide et ça se remplit tout de suite. Les juges gèrent par rapport au nombre de places dont ils disposent. Ils savent combien de gens ils peuvent mettre en prison.

LA SUITE DE CES ENTRETIENS PARAÎTRA DANS NOTRE NUMÉRO DE MARS.

Remerciements à Yves pour avoir organisé la conférence et à Boubou pour avoir pris le temps de retranscrire l'enregistrement audio.

Christophe Soulié est l'auteur de *Liberté sur paroles*, contribution à l'histoire du Comité d'Action des prisonniers, Analis, Bordeaux, 1995.

Raoul Vaneigem

"CRITIQUE DE LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME"

L'histoire des libertés accordées à l'homme n'a cessé de se confondre, à ce jour, avec l'histoire des libertés accordées par l'homme à l'économie

Il n'y a pas lieu de s'étonner ou de s'indigner que les libertés qui sont accordées aux hommes leur soient ôtées, et que vidées de leur sens ou niées par l'usage, elles lui deviennent

inaccessibles, jusque dans le principe même d'espérance qui les nourrit.

L'essor des droits de l'homme procède de l'expansion du libre-échange. Leur déclin au sein des démocraties et leur prohibition par les régimes despotiques obéissent au repli défensif d'une économie dont la forme dominante, ancienne et statique, se trouve en danger d'être supplanté par l'émergence d'une forme dominée, nouvelle et dynamique. C'est toujours à la faveur : de telles crises qu'une société revendique le plus radicalement son humanité et prend le mieux conscience du joug tutélaire et répressif que constitue l'économie d'exploitation.

Les droits de l'homme ne sont que les ampliations particulières d'un droit unique, celui de survivre à la seule fin de travailler à la survie d'une économie totalitaire, qui s'est

imposée mensongèrement comme seul moyen de subsistance de l'espèce humaine.

Les droits de l'homme se paient par des devoirs que fixe un contrat social immanent. Celui-ci impose à chaque individu d'acquiescer le prix de sa survie aléatoire, en agréant un pouvoir supérieur auquel il est tenu d'obéir et dont il a pour mission d'accroître le profit.

Les Droits de l'Homme consacrent sous une forme positive la négation des droits de l'être humain. L'homme abstrait n'est en effet que le producteur substitué à l'individu créant sa propre destinée en recréant le monde.

Il faut admettre néanmoins qu'en proclamant, à travers des siècles d'histoire inhumaine la nécessité pour tous de bénéficier d'un minimum vital, les droits de l'homme, implicitement admis ou clairement revendiqués, ont été les garants de cet instinct de survie sans

lequel il n'est pas de vie possible. Jusqu'au jour où il est apparu que le goût de survivre s'altérerait en son contraire s'il ne débouchait pas sur une vie humainement vécue.

À mesure que l'économie d'exploitation a étendu son emprise totalitaire au monde entier, elle a atteint à un mode de survie autonome, que la reproduction du capital spéculatif suffit à lui assurer et qui suggère qu'à la limite elle peut se passer des hommes. L'abstraction hyperbolique d'un système produit par les hommes, et qui leur échappe pour se retourner contre eux, fait peser une menace de mort sur la survie de l'espèce humaine, des ressources naturelles, de la planète et de l'économie vouée, par voie de conséquence, à implorer.

Le droit de survie, concédé à quiconque se l'approprie "à la sueur de son front", agit avant tout comme un sursis et un recours contre la

condamnation à mort que l'économie prononce à l'endroit de celui qui ne travaille pas à en accroître la puissance.

Le souci de rentabilité a promulgué le premier acte humanitaire : la mise au travail des prisonniers de guerre auparavant exterminés pour s'épargner le soin de les nourrir et fournir un holocauste aux Dieux dont la communauté sollicitait les faveurs.

L'esclavage substitué à la mise à mort, traduit parfaitement la vente d'un système promettant la survie à ceux-là seuls qui le servent

LES LIBERTÉS MARCHANDES ESQUISSENT ET NIENT

LES LIBERTES HUMAINES

Le capitalisme s'est avisé de découvrir dans l'inventivité technique, que son avidité sollicitait, des instruments incomparablement plus parfaits et plus dociles que ses esclaves salariés. La liberté qu'il accorde au serf devenu prolétaire stipule par contrat qu'elle doit avant tout servir à un savoir-faire et à une habileté mécanique (ouvrier se dit du reste en latin médiéval "mechanicus") et qu'elle ne peut se trouver dissipée ou contrariée par quelque velléité qui l'écarterait de la droite ligne du labeur. Tel est encore le sens de l'Habeas corpus de 1679, offrant une garantie

contre les poursuites, les arrestations, les incarcérations abusives.

Rédigée, selon un projet de Georges Mason, après le début de la guerre d'indépendance américaine la déclaration des droits de Virginie, proclamée le 12 juin 1776, est la première à stipuler "Que tous les hommes sont nés également libres et indépendants et qu'ils ont certains droits inhérents dont ils ne peuvent, lorsqu'ils entrent dans l'état de société, priver ni dépouiller par aucun contrat leur postérité : à savoir le droit de jouir de la vie et de la liberté, avec les moyens d'acquérir et de posséder des biens et de chercher à obtenir le bonheur et la sûreté". Elle s'inscrit sous le sceau d'une générosité qui fait la part belle à l'esprit et pave de bonnes intentions l'enfer de la nécessité. Le souhait que tous soient "nés également libres et indépendants" révoque à raison l'ignoble droit de filiation des ci-devant. Mais le législateur sait combien la condition sociale et le milieu familial perpétuent l'inégalité et la dépendance, lui qui, évoquant la vie, la sûreté quotidienne, la jouissance et le bonheur les assujettit à l'appropriation et à la possession de biens.

Ce que laissait entrevoir de révolutionnaire et

d'émancipateur l'article de la déclaration des droits de Virginie, "*Que tout pouvoir est dévolu au peuple, et par conséquent émane de lui ; que les magistrats sont ses mandataires et ses serviteurs, et lui sont comptables à tout moment*", a chaviré sur tous les écueils du parlementarisme démocratique. Quand le système de représentation a emprunté sa tournure la plus radicale, en proposant d'accorder tout le pouvoir aux conseils ouvriers, il a aussitôt dérapé pour verser dans une des pires tyrannies que le monde ait connues.

Les techniques de la publicité de la propagande, de la communication de l'information, de la mise en scène du vécu, alliées à l'indigence de la pensée à l'avilissement de la conscience, à l'autocensure apeurée, au pouvoir de l'argent ont fait justice d'un droit qui fut longtemps une arme contre toutes les tyrannies. "*Que la liberté de la presse est l'un des plus puissants bastions de la liberté et ne peut jamais être restreinte que par des gouvernements despotiques*".

On peut mesurer à l'aune des gouvernements, que la population des États-Unis est réputée s'être choisis

librement, la valeur actuelle de la déclaration d'indépendance américaine du 4 juillet 1776 : " Tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté, et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis par les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur " De même que la démocratie athénienne de la Grèce ancienne ne concevait pas d'ouvrir le champ de ses libertés aux esclaves et aux métèques, la déclaration américaine exclut implicitement les Indiens et les Noirs, auxquels dénie leur statut d'hommes à part entière ce Dieu de Calvin dont relève par ailleurs le " droit aliénable " au bonheur et à la liberté

La déclaration des droits de l'homme et du citoyen, adoptée, par l'Assemblée nationale française le 26 août 1789, et inspirée a ses principaux rédacteurs, Anson,

Mounier et Mirabeau, par les conceptions de Diderot Rousseau et Montesquieu, met fin juridiquement à l'Ancien Régime ; et inaugure un règne où les libertés sèmeront sans cesse les germes d'une subversion, qu'écrasera avec une égale opiniâtreté l'expansion économique qui en fut l'instigatrice. La première partie de l'article 1er "Les hommes naissent libres et égaux en droit " ; révoque à jamais l'odieux privilège de naissance des prétendus aristocrates, et suffirait à sa gloire. L'usage légitime que les régimes bourgeois et bureaucratiques ont tiré de la seconde partie". Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune " en a fait le modèle d'une honteuse hypocrisie. Sa radicalité aura pour conséquence particulière le décret de la Convention française du 4 février 1794 abolissant l'esclavage, encore celui-ci n'entrera-t-il en vigueur qu'en 1948 grâce a l'obstination de Victor Schœlcher L'esclavage légal que perpétue le travail salarié n'a pas été, à ce jour, aboli.

IL N'Y A PAS DE DROITS ACQUIS, IL N'Y A QUE DES DROITS À CONQUÉRIR

Les meilleures intentions n'ont jamais donné, dans des conditions qui les contrariaient, que des résultats qui allaient à l'encontre de leurs principes les plus élémentaires. La lutte contre les tyrannies s'est autorisée de l'humanisme avec une libéralité que le libéralisme a foulée aux pieds.

Les tyrannies anciennes n'ont jamais dissimulé leur mépris de l'homme, jugeant qu'il méritait de les subir puisqu'il les tolérait, voire les appelait de ses vœux. Des despotes dont l'insanité couronna tant d'empires chinois, romains, mongols, aztèques, ottomans ou zoulous à la furia des régimes national-socialiste et staliniens se répète à satiété l'oraison sanguinaire de Caligula, " que le peuple n'eût qu'une tête afin de la lui pouvoir couper d'un seul coup ". Il faut attendre le jacobinisme et sa résurgence dans le prétendu communisme pour que l'homme soit tout à la fois magnifié et rabaisé au ras du goulag.

L'humanisme prône la dignité de l'homme abstrait jusqu'à la pire indignité de l'homme concret. Le christianisme en offre l'un des exemples les plus éclatants. Son Dieu, qui se fait Homme pour lui ouvrir la porte du salut, le damne au nom de l'homme lui-même.

l'exhortation à s'aimer les uns les autres a, pendant des siècles servi de caution à l'exaction, au massacre, à la barbarie. Le christianisme a été ainsi un des modèles les plus achevés du progressisme pratiquant la torture par l'espérance, qui met à mort au nom du bonheur avenir. La montée vers le règne des saints et l'édénique société sans classes n'a connu d'autre chemin que les degrés de l'échafaud. Le propos de Manon Philippon-Roland, *"liberté, que de crimes l'on commet en ton nom"*, devrait être gravé sur tous les temples de la philanthropie

Si l'humanisme replace l'homme au centre de l'univers, c'est au cœur d'un monde qui l'aliène. Le mot lui-même exhale un relent d'hypocrisie, il est payé par la marchandise à visage humain pour oublier qu'elle grave son inhumanité dans la chair de celui qui la produit. Il représente et empêche le dépassement de l'homme économise. Les progrès du libre-échange n'ont amélioré la survie qu'aux dépens de la vie et l'on peut aisément discerner à quel effet a mené un humanisme où l'homme de désir est réprimé par l'homme économique. Car depuis les lynchages sacrificiels dont les communautés paysannes néolithiques honoraient déjà les Dieux de la fertilité, aux

holocaustes et génocides du XXe siècle, la barbarie n'a guère varié, malgré les vernis successifs que la marchandise applique aux mœurs pour en polir l'apparence.

Le contrat social selon lequel l'Etat accorde à l'homme un statut de citoyen relève d'un marché de dupe conforme à l'esprit du commerce.

L'Etat possède en fait tous les droits et se trouve en position de n'en concéder aucun, s'il le juge utile. Ensuite, le citoyen n'est pas l'individu mais sa forme abstraite, mise au service d'un pouvoir qui argue de son consentement fictif pour s'exercer à ses dépens.

Enfin, rompu aux coercitions, l'homme concret cède aisément à l'inertie, à la passivité, à la résignation, instillant à ses révoltes un désespoir qui les induit à échouer ou, pire, à réussir en tournant à revers le projet d'émancipation qui les avait inspirées.

À l'homme, sacralisé par le pacte que la religion lui imposait de signer avec ses Dieux, succède le citoyen, enrôlé au service de l'Etat par un contrat dont il n'a pas choisi les termes. La désacralisation des religions a

sacralisé l'État et ceux qui, servant son ministère deviennent les garants de droits qui postulent l'obéissance. L'humanisme est le culte de l'homme aliéné.

Supposés nous prémunir contre tout ce qui entreprend de les violer, les droits de l'homme sanctionnent de facto le caractère oppressif d'une communauté dont les intérêts lèsent ou contrarient ceux de ses membres. Il est temps de promouvoir une société qui se trouvera dispensée de garanties tutélaires, parce qu'elle aura anéanti les conditions qui précisément engendrent la violence, le viol, l'oppression et aliènent leur contestation.

DES DROITS SANS DEVOIRS,

À LA CRÉATION

D'UN STYLE DE VIE

"Il est indispensable de faire une déclaration des droits pour arrêter les ravages du despotisme". Barnave justifiant ainsi la déclaration du 26 août 1789, entendait armer les citoyens contre la tyrannie de l'aristocratie, classe parasitaire tirant ses revenus d'une économie agraire, dont l'immobilisme

entravait le processus de développement du commerce et de l'industrie. Son propos ne perdrait rien de sa pertinence, appliqué aux séides du totalitarisme économique, qui ruine les ressources terrestres et humaines pour accroître une masse monétaire inemployée freinant la production des énergies naturelles et le dynamisme naissant d'une nouvelle économie. Mais s'il règne dans le monde entier une situation similaire à l'état de la France à la veille de sa révolution, nous ne pouvons nous borner à revendiquer des libertés qui sont issues du libre-échange alors que la libre circulation des capitaux est désormais la forme totalitaire d'un système qui réduit l'homme et la terre à une marchandise. Nous ne pouvons nous satisfaire de droits abstraits dans une société où l'emprise économique abstrait l'homme de lui-même.

Nous sommes engagés dans un processus de mutation économique où le régime d'exploitation de la nature et de l'homme par l'homme a atteint son stade de stagnation et cède peu à peu sous les coups d'une nouvelle économie. Celle-ci se fonde sur les énergies naturelles et mise sur la nécessaire reconstruction de l'environnement pour rendre au profit un dynamisme, entravé par l'immobilisme

d'une économie qui se dévore elle-même dans le circuit fermé de la spéculation financière. Mais, aussi propre et écologiquement correcte qu'elle se veuille, la marchandise n'est pas la vie : elle est ce que l'économie tend à substituer et à subtiliser à la vie.

Au-delà d'une mutation économique qui réhabilite le vivant comme objet de profit, nous voulons promouvoir la gratuité d'une vie qu'il appartient à la conscience humaine d'explorer, d'affiner et d'harmoniser.

La dictature de la valeur d'échange a propagé partout un nihilisme qui affole les consciences et les corps avec les ombres de la mort. Le cyclone de la spéculation financière a renversé les valeurs du passé, aucune éthique ne résiste au flux monétaire où tout s'annule en s'échangeant contre tout.

Nos seuls critères, nos uniques repères ne peuvent naître que de nous-mêmes et d'un projet de société qui ranime en chacun le sens humain, pour vivre, et non pour survivre comme une bête aux abois dans la jungle du calcul égoïste.

La richesse technologique ne cessera de nous appauvrir davantage si nous tardons à nous l'approprier pour enrichir une existence qui soit, inséparablement, création de soi et du monde.

NOTRE HISTOIRE EST EN PROIE À UNE NOUVELLE MUTATION

Après la révolution agraire, qui abolit l'économie de cueillette et inaugure l'économie d'exploitation, après la Révolution française, qui met fin à la prédominance du mode de production agraire et intronise le règne du libre échange nous entrons dans une ère où l'exploitation de l'homme et de la nature se trouve supplantée par une alliance privilégiant la production d'énergies renouvelables, la valeur d'usage des biens, l'utilité sociale et le respect de l'environnement.

Pour la première fois, le changement de société laisse entrevoir des conditions propices à l'individu qui, lassé des libertés fictives dont sont prodigues les pouvoirs politiques, sociaux, économiques, a résolu de s'octroyer des droits enfin accordés à cette volonté de vivre, qui est en lui le désir de

tous les désirs. Le désir de mener sa vie selon la multiplicité des passions qui en confortent le goût et la puissance établit des droits sans devoirs ni contreparties.

Au marchandage qu'impliquait le précepte "il n'y a pas de droits sans devoirs", nous voulons substituer le principe "il n'y a pas de droits sans désirs, il n'y a pas de désirs sans droits".

Les droits de l'être humain s'inscrivent dans une dialectique de vie en rupture avec la dialectique de mort qui a prévalu jusqu'à nos jours. Se souvenir de vivre abolit le temps du memento mori, "*souviens-toi que tu dois mourir*".

Les droits de l'être humain prêtent une forme sociale à la conscience du vivant en tant qu'organisation humaine de la nature.

ancienne, qui s'achève et des innovations, se frayant un chemin à travers les décombres.

La déclaration des droits de l'être humain tente de fonder sur la création de soi et du monde une rupture radicale avec les modes de pensées, les réactions psychologiques, les mœurs, les habitudes sociales, les comportements individuels et collectifs qui ont, en pénétrant jusqu'au subconscient, défini l'homme la femme et l'enfant pendant près de dix millénaires. Quand elle ne répondrait qu'au souci de porter à la connaissance de tous des droits que chacun de nous côtoie le plus souvent sans y accéder - par peur ou ignorance, elle aurait déjà justifié de son utilité, car ce qui appartient en propre à la nature de l'homme ne doit pas lui être interdit plus longtemps par un système de dénaturation universelle.

La mutation économique en cours s'ouvre sur une mutation de civilisation. La première travaille déjà à la mise en œuvre des énergies naturelles renouvelables de l'agriculture biologique, des technologies affectées au rééquilibrage de l'environnement. La seconde est entre nos mains, et en butte à la confusion qu'entraîne toujours la conjonction d'une ère

★Raoul Vaneigem

repiqué sur

<http://www.mayo37.fr.st/>

Les privilèges aristocratiques

**Tenus à la neutralité, les journalistes sous-traitent la désinformation aux
personnalités**

interviewées, qui l'assument en ayant l'air de nous confier leur intime conviction.

Les journaux se prêtent leurs journalistes dans ce but.

Pour l'Express, Robert Samuelson, chroniqueur à News Week et au Washington Post, nous interprète tout d'abord avec talent le refrain bien connu contre l'Etat-Providence. *C'est la richesse individuelle, autant que la pilule, disponible en 1960, qui rendent moins indispensable l'unité familiale et le conformisme. Mais, dans tous les milieux, on entre dans la phase de l'épanouissement personnel. Chaque citoyen s'estime investi de privilèges aristocratiques. Pour moi, c'est le point culminant de « l'âge des prérogatives ». Ce moment où tout Américain pense disposer d'une créance sur les différentes structures de la société supposée garantir son bien-être (...) c'est une subtile dilution de la responsabilité personnelle ...* (1) Heureusement, tel un Zorro surgi son Far West pour rétablir la justice sociale contributive, Reagan va s'opposer à l'idéologie étatique des sixties en baissant les impôts et en coupant dans les programmes sociaux, avant de se voir bloqué par le Congrès démocrate. Mais je crois qu'aucun congressiste, même républicain, ne l'aurait laissé s'attaquer aux retraites publiques, à Medicare, aux subventions agricoles, qui constituent le gros des dépenses fédérales et le coeur des prérogatives américaines. Ciel ! Justement, voici (ci-dessous) le vrai et authentique budget fédéral US.

Juré que ce n'est pas une blague de la part des pacifistes ! Pour y trouver Medicare et les subventions agricoles, il faut déjà chercher. Le coeur des prérogatives américaines, c'est l'armement, dont le budget dépasse tous les autres (2).

Epargnez bien !

Selon une responsable de la communication chez Fortis, interviewée ce matin à la radio pour sa grande expertise en matière financière, le gouvernement argentin a commis l'erreur consistant à vouloir séduire les investisseurs étrangers.

C'était ce qu'il fallait faire pour devenir le meilleur élève du FMI: les séduire en leur garantissant une monnaie forte et de faibles coûts du travail. C'est ce qu'a fait l'Argentine, et c'est là son erreur. Pour comprendre, imaginez une classe dont le premier recevrait des retenues et le bonnet d'âne.

Maintenant, les capitaux gorgés comme des tiques se sont détachés du pays et sont partis ailleurs, là où il n'y a pas de fisc ni de planche à billets. Le chômage se généralise, dûment sous-indemnisé afin d'inciter à la recherche d'emploi, quand d'emploi, il n'y a guère. Du coup, les chômeurs argentins s'organisent pour se servir librement dans les grands magasins. « Pillage », on appelle ça; « ré-appropriation », les entendent-on répondre.

Là-dessus, le Président du pays annonce à la télé l'état de siège. Les Argentins, toutes classes confondues ou presque, connaissent bien, et ils n'aiment pas. Sans faire ni une ni deux, ils s'adonnent à un concert de casseroles, descendent en rue, convergent sur la place de Mai qui en a vu d'autres. Comme ils sont moins organisés que les chômeurs, du fait qu'ils ont un objectif plus abstrait, il suffit de quelques charges pour les disperser.

Ensuite, sans crier gare, les banques restent fermées. D'un coup sec, elles ont reclus leurs portes blindées sur le capital de la petite et moyenne bourgeoisie, afin qu'il y reste bloqué en attendant son exposition au soleil de la dévaluation, qui le fera fondre

comme neige. Les petits épargnants se retrouvent comme ceux de l'Allemagne des années trente. Ce sont les économies de toute leur vie qui serviront un peu brutalement à reconstruire le pays après le passage des sauterelles du grand capital.

Rien ne doit empêcher le remboursement de la dette, dit à la RTBF l'imperturbable responsable de la communication de la banque Fortis, qui conclut: contre la menace de chaos, un bon gouvernement moderne du XXIème siècle n'a qu'une seule solution: l'état de siège.

Tenez-vous le pour dit, et épargnez bien !

L'espérance des peuples

Lancement d'un journal indigène! titre l'Espérance des peuples n°395, décembre 2000.

Le premier journal multilingue adressé aux communautés ethniques est paru le 21 septembre au Chili, écrit en Rapanui, Mapudungun et Aymara (...) Nuestros Pueblos est publié chaque mois à Temuco, 670 km au sud de Santiago, où la Corporation nationale de développement indigène (CONADI) a son siège. Les 20 000 exemplaires de chaque édition de Nuestros Pueblos sont distribués gratuitement parmi les Mapuches, les Aymaras, les Atacamenos, les Rapanauis et d'autres groupes natifs. Dame! En voilà une opération énergique! Et d'où ce journal gratuit reçoit-il ses sous ? Nul ne semble se poser la question.

Selon le recensement de 1992, les peuples indigènes représentent moins de 10% de la population chiliennes. Les Mapuches, dont la langue est le Mapudungun (...)

sont le groupe le plus nombreux, représentant 81,4% de la population indigène. Les Aymaras, qui habitent les zones de l'altiplano de l'extrême nord du pays, constituent 14,5% des groupes natifs et les Atacamenos, également au Nord, équivalent à 1,6%. Les Rapanuis, de l'île de Pâques, représentent 1,2%.

Mon petit doigt me dit que ces protecteurs de minorités se trompent de démocratie, mais tant qu'il n'y a que mon petit doigt qui me le dit, cela ne fait pas une horreur médiatique. Il me faut attendre le Monde Diplo de janvier 2002 pour y lire:

A la fin du mois d'août 2001, les Argentins ont découvert avec surprise qu'avaient lieu sur leur territoire des manoeuvres conjointes regroupant 1 300 militaires appartenant à 9 pays, dont les Etats-Unis, en présence d'observateurs colombiens. (...) Parrainées et financées par les Etats-Unis, ces manoeuvres militaires sont les plus importantes de la région. Plus étonnant encore en est le scénario, un conflit ethnique imaginaire mettant aux prises la république indépendante du Sudistan et la Fédération libre du Sudistan. Entre les deux, une force multinationale des Nations Unies se déploie pour ramener la paix (...) Or le Congrès argentin, seul habilité à autoriser l'entrée de troupes étrangères sur le territoire, n'a même pas été consulté.

Il est vrai que, depuis peu, le Conseil national du renseignement de la CIA et le Centre de recherches militaires du Chili ont identifié un nouveau défi à la sécurité intérieure: la menace indigène, du Mexique à la terre de feu. Le 20 septembre 2001, l'Inter-American Defense Board envisageait un scénario dans lequel l'extension d'un conflit pourrait conduire à une guerre supra-régionale aux connotations ethniques et religieuses.

Darc Costa, coordinateur du Centre d'études stratégiques de l'Ecole supérieure de guerre du Brésil, glisse de la prédiction à l'analyse: *J'ai dit à Hugo Chavez et à la guerilla colombienne de faire attention.* Hugo Chavez est le trop populaire président du Venezuela, occupé à construire un système social un peu balaise par rapport au reste de l'Amérique Latine. Quoi de mieux qu'un conflit ethnique à lui balancer dans les pattes ?

D'où l'intérêt de se demander d'où viennent les sous pour les 20 000 journaux gratuits par mois en idiome natif ?

★Cécily

Notes

(1) L'Express 10/8/2000; «*La première guerre du XXIème siècle*», l'Express-éditions, 2001 p. 181-182

(2) «*Les Etats-Unis s'en vont-ils en guerre?* », GRIP - Complexe, 2000, p. 88

INDYMEDIA

Un océan de paranoïa

Au lendemain de la manif contre le sommet de Laeken, le 15 décembre dernier, regroupant les cocos, la CNT et les ONG – donc pas la manif anar, mais l'autre –, on trouvait dans la partie gauche du site d'Indymedia, c'est-à-dire la

partie rédigée par le collectif d'Indymedia (et non pas par de simples visiteurs du site), un titre du style : "Policiers infiltrés".

On pouvait voir une série de photos d'un type dont le commentaire disait qu'il avait un comportement louche, qu'il surveillait les manifestants et téléphonait au gsm, qu'il faisait semblant de faire partie de la CNT mais que c'était certainement un policier infiltré. Or, après quelques échanges de vociférations sur le net, il s'est avéré qu'il était membre du "service d'ordre" de la CNT, ce qui expliquait son comportement suspect, aussi bien que s'il avait été flic.

Entre temps, on avait eu droit dans le "add yours comments" du site à tous les dysfonctionnements du téléphone arabe : certains étaient convaincu que la CNT était infiltrée par des flics; d'autres, en particulier au nom de la CNT, traitaient le collectif d'Indymedia de tous les noms d'oiseaux pour avoir diffusé des photos et des soupçons dans un titre qui portait atteinte à la crédibilité de la CNT. "Je trouve inadmissible de faire dire n'importe quoi à des photos, comme par exemple de faire passer le service d'ordre de la CNT pour des policiers infiltrés!... Info? Intox? Ou parano?".

Parano est la réponse froide. Mais que voulez-vous, vu qu'il y avait aussi de vrais flics infiltrés dans la manif, personne n'est à l'abri d'une crise.

★Cecily

LA VIE S'ECOULE

LA VIE S'ENFUIT

La vie s'écoule, la vie s'enfuit,

Les jours défilent au pas de l'ennui.

Parties des rouges, partie des gris,

Nos révolutions sont trahies.

Le travail tue, le travail paie,

Le temps s'achète au supermarché,

Le temps payé ne revient plus,

La jeunesse meurt de temps perdu.

Les yeux faits pour l'amour d'aimer

Sont le reflet d'un monde d'objets.

Sans rêve et sans réalité,

Aux images nous sommes condamnés.

Les fusillés, les affamés,

Viennent vers nous du dond du passé.

Rien n'a changé, mais tout commence,

Et va mûrir dans la violence.

Brûlez, repaires de curés,

Nids de marchands, de policiers !

Au vent qui sème la tempête,

Se récoltent les jous de fête.

Les fusils, sur nous, dirigés

Contre les chefs vont se retourner.

Plus de dirigeants, plus d'Etats,

Pour profiter de nos combats.

ANONYME

*(deuxième moitié du 20^{ème} siècle,
début des années 1960).*

Avec

Les CHŒURS de la Marée noire

(voir agenda page 31)

CHANTS REVOLUTIONNAIRE S

**Samedi 10 Fevrier
2002**

A partir de 16H

**Au
CENTRE
LIBERTAIRE**

65 Rue du Midi 1000
Bruxelles

**ATELIER
CHANT**

AFGHANISTAN : CE N'EST QU'UN DÉBUT !

La guerre que nous connaissons actuellement n'a rien à voir avec une simple opération de police.

Elle n'est qu'un premier maillon du redéploiement US pour la domination de la planète. À ce titre, il y a fort à parier, hélas, qu'elle durera longtemps. Avec des théâtres d'opérations qui changeront de lieux ou s'enliseront en Afghanistan, mais qui marqueront les étapes du nouvel élan de la mondialisation économique auquel nous assistons.

POUR LES BEAUX YEUX DES AFGHANES

Lançant une nouvelle campagne de justification de la guerre, un porte-parole de la Maison-Blanche déclarait le 17 novembre que les « femmes afghanes avaient la liberté, les talibans la leur ont enlevée ».

Comme pour enfoncer le clou, Laura Bush ajoutait, quelques minutes plus tard, que « le combat contre le terrorisme est aussi un combat pour le droit et la dignité des femmes » et que « seuls les talibans ont interdit l'éducation des femmes... ».

Cela faisait un moment déjà, surtout en France, que la dénonciation du régime taliban était essentiellement axée sur la situation des femmes. Pourtant, si l'on remonte un peu en arrière, il est facile de se rappeler que l'Alliance du Nord, lorsqu'elle régnait à Kaboul, fermait les écoles, lapidait les femmes jugées incorrectes, cautionnait massacres et viols collectifs.

C'est bien le brave commandant Massoud, porté au pinacle par les Occidentaux à titre posthume après avoir été combattu de son vivant, qui, en 1994, a imposé la Charia islamiste.

À l'époque, les talibans, le plus souvent nommés « étudiants en religion » (« étudiant », ça a un petit côté sympathique, par qui rien de mal ne peut vraiment arriver), étaient fréquemment présentés par la presse comme porteurs d'espérances, face à la dictature islamiste de Madani et Massoud. Espoirs qui concernaient évidemment plus les marchands de pétrole que les femmes ! En fait, le seul régime qui a tenté d'améliorer la condition féminine (suivant les critères occidentaux) fut celui stalinien (scolarisation des filles, port du voile non obligatoire, etc.) ... éliminé conjointement par la CIA et les islamistes, ces derniers reprochant, entre autres, aux communistes un libéralisme sexuel et culturel ! Un comble.

MOURIR POUR DES INDUSTRIELS

Il faut plus que se méfier des visions policières qui expliquent l'Histoire par le machiavélisme de quelques-uns, la duplicité de quelques autres et la crédulité de tous. Une vision que certains adoptent en faisant leur la thèse selon laquelle les États-Unis auraient commandité l'attentat du 11 septembre pour mieux reprendre une

situation qui risquait de leur échapper.

Ce genre d'explication ne sert en général à rien, car elle est le plus souvent indémontrable, et fait une part trop belle aux hautes intelligences qui font l'Histoire et qui, finalement n'offrent comme possibilité aux grandes masses, à la base, que d'être manipulées.

Cela dit, il est probablement vrai qu'il y eut, au sein de l'administration américaine, des faucons qui ne voyaient de solutions que dans la politique du pire. Et il est tout aussi vrai que, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, les États-Unis tentent de tirer le maximum d'avantages de cette situation. Pour eux, la guerre présente deux catégories d'intérêts. L'une, extérieure, concerne directement la perpétuation de la domination US sur la planète.

L'autre, plus intérieure, permettra de ressouder un consensus national et occidental légèrement fissuré ces derniers temps, et de mettre sur pied des mesures totalitaires et répressives qui seraient difficilement passées avant le 11 septembre, et dont le but ultime sera la criminalisation de toute tentative sérieuse de remise en cause de l'ordre capitaliste mondial.

Objectifs extérieurs : contrôler les flux de gaz et de pétrole d'Asie centrale, et installer des bases militaires dans cette région jadis sous la coupe soviétique.

On aura remarqué que les chemins permettant d'exporter les énormes réserves d'Asie centrale passent, vers l'ouest, par la Tchétchénie, la Géorgie, le Kurdistan, mais aussi par la Yougoslavie et la Macédoine, qui sont autant de lieux de guerre et d'ingérence américaine au cours de ces dernières années.

Quant aux routes de l'Est, celles qui approvisionneront la Chine et le Japon, elles passent par le Xingjiang, où les USA soutiennent les milices islamistes ouïgours contre la Chine. Vers le sud, l'Afghanistan est incontournable. En 1995, un accord est passé entre une compagnie pétrolière californienne, Unocal, et le Turkménistan, portant sur un gros contrat d'exportation de gaz et sur la construction d'un gazoduc à travers l'Afghanistan. Dès lors, le soutien à des forces jugées susceptibles d'instaurer un pouvoir stable dans un pays par trop agité depuis la chute des communistes devient une priorité.

LE FRIC ET LES ARMES AFFLUENT

Le choix des talibans en lutte contre l'Alliance du Nord est fait. Le fric et les armes affluent tant et si bien que, le 27 septembre 1996, ces talibans entrent à Kaboul. Tout baigne. Pour un temps seulement, car ces alliés s'avèrent encombrants : ils abritent des forces par trop engagées contre les USA et leurs alliés sunnites, ils n'apportent au pays aucune façade libérale, et ne font que poursuivre (pour le moins) une politique répressive et obscurantiste, en particulier vis-à-vis des femmes. Des attentats anti-américains fleurissent au Moyen-Orient, des groupes féministes américains dénoncent Unocal pour son soutien apporté aux talibans. Il faut donc calmer le jeu et imposer à Kaboul un comportement plus conforme aux bonnes mœurs, afin que les affaires reprennent sans obstacles.

Laili Helms, une Américaine d'origine afghane, a récemment déclaré que par deux fois, en 1999 et en 2001, les talibans avaient proposé aux États-Unis de neutraliser Ben Laden, dans la mesure où celui-ci représentait un obstacle à la reconnaissance de leur régime par la « communauté internationale ».

Qui est Laili Helms ? Une véritable lobbyiste de l'opposition anticommuniste afghane auprès du gouvernement américain - des moudjahidins d'abord

dès 1986, des talibans ensuite, et depuis 1995, date à laquelle elle devient une de leurs représentantes officielles au moment où ils s'apprêtent à prendre le pouvoir à Kaboul avec le soutien de l'Arabie Saoudite et du département d'État américain (1). C'est elle qui, au début de l'année 2001, est la véritable cheville ouvrière des rencontres entre des envoyés des talibans et de hauts responsables américains devant déboucher sur un accord passé avec le représentant officiel des talibans, Muttawakil. Selon cet accord, on aurait dû s'acheminer vers une reconnaissance progressive du régime de Kaboul, moyennant quoi ce dernier aurait cessé d'héberger Ben Laden et adopté un profil plus bas vis-à-vis des États-Unis en restant, grosso modo, sur la ligne des Émirats, de l'Arabie Saoudite et du Pakistan, pays à la fois sunnites fondamentalistes et grands alliés des Américains. Accessoirement, Laila Helms est la nièce de l'ancien directeur de la CIA, le célèbre Richard Helms qui fut également ambassadeur en Iran(2).

Alors ? Que s'est-il passé ? Les USA ont-ils refusé la proposition afghane, comme le suggère L. Helms ? Sont-ce les talibans qui ont refusé de se soumettre et qui ont mis en marche le processus aboutissant au 11 septembre ?

Les USA avaient-ils besoin d'un prétexte pour déclencher cette guerre jugée indispensable ? Peu importe, le résultat est là : la plus grande puissance du monde a décidé de « tuer le plus de talibans possible », comme vient de le déclarer le secrétaire d'État à la Défense Ronald Rumsfeld(3).

LA RÉPUBLIQUE PÉTROLIÈRE

S'il est une tradition bien établie au sein de l'administration US, c'est l'influence pesante et constante qu'y exerce l'industrie pétrolière.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, seuls deux ministres des Affaires étrangères n'en furent pas issus... dont l'actuel, Colin Powell. Une exception purement formelle, puisque dans l'administration W. Bush, jamais les pétroliers ne furent aussi présents et puissants. À commencer par le Président lui-même, issu de l'une des grandes familles pétrolières du Texas, et qui fit son beurre dans le développement de sociétés de services à ce secteur.

Le véritable chef de l'administration US, Dick Cheney, ensuite, qui fut, avant de devenir vice-président, à la tête de l'une des 400 plus importantes multinationales au monde, Halliburton, spécialisée, elle aussi, dans le service aux

compagnies pétrolières ; un Dick Cheney qui n'hésitait alors pas à soutenir les dictatures nigériane et birmane pour le plus grand bien des profits de sa société. Condoleezza Rice, encore : directrice du Conseil national de sécurité qui chapeaute toutes les agences de renseignement US, cette enseignante à Stanford, considérée comme «soviétologue», fut déjà conseillère à la sécurité sous Bush père et chargée alors des questions relatives à l'ex-Union soviétique. Mais surtout, elle fut, de 1991 à 2000, directrice du groupe Chevron, une des premières compagnies pétrolières du monde, en étant plus particulièrement chargée des implantations au Kazakhstan et en Afghanistan. Les secrétaires d'État au Commerce et à l'Énergie eux aussi, Donald Evans et Spencer Abraham, firent toute leur carrière dans le secteur pétrolier. Et puis Kathleen Cooper, sous-secrétaire au Commerce, fut la chef économiste de la société Exxon (qui vend en France sous le nom d'Esso) (4)-. Difficile de faire mieux !

Tout ce joli monde a décidé de reprendre les choses en main de manière plus vigoureuse que ne le faisait l'administration Clinton. Depuis plusieurs années, la Chine et la Russie négocient la construction de pipes destinés à acheminer les réserves pétrolières et

gazeuses de la zone Caspienne. Les USA, eux, sont à la traîne : le pipe américain devant déboucher en Turquie est encore à l'état de projet. Aux pipes chinois ou russes, Washington préfère des pipes contrôlés par la Macédoine ou la Turquie, ses fœaux.

Officiellement, lors de chaque conflit, il s'agit d'assurer « la sécurité des approvisionnements énergétiques ». Une explication qui laisserait entendre que l'avenir économique des États-Unis dépendrait de la possibilité d'acheminer ces ressources dans les meilleures conditions. Or, les réserves du sous-sol américain sont beaucoup plus importantes que celles de l'Asie centrale. C'est donc qu'il y a un autre enjeu, beaucoup moins explicite : contrôler l'approvisionnement énergétique des autres puissances, potentiellement ou réellement rivales, en l'occurrence la Russie, et peut-être surtout la Chine. Une Chine qui a besoin de plus en plus de pétrole pour assumer son formidable développement économique, et qui en manque cruellement. Contrôler les voies d'approvisionnement, c'est se réserver des possibilités de chantage en maintenant avec ces puissances des liens plus ou moins néocoloniaux.

QUELLES OPPOSITIONS POSSIBLES ?

Seules deux forces semblent en mesure de s'opposer à cette guerre et à celles qui vont suivre : les révoltes dans les pays dits du tiers monde et les mouvements autoproclamés « anti-mondialisation ». Pour les premières, nous assistons à un lent réveil de leur caractère progressiste, en particulier en Amérique latine, mais tout peut très vite s'accélérer tant la révolte contre l'ordre mondial couve dans les pays pauvres. Quant aux mouvements antimondialisation qui indiquent, dans les pays développés, une faille dans le consensus tant loué par les idéologues modernistes, il leur faudra, pour jouer un rôle quelconque, se débarrasser de l'hégémonie des forces qui, en leur sein, ont comme objectif de convaincre les décideurs, au lieu de s'orienter vers l'affirmation d'un mouvement autonome. La question centrale sera alors : faut-il participer au système et le changer de l'intérieur ou bien s'y opposer frontalement ? C'est de la réponse à cette question que dépendra la capacité de l'une comme de l'autre à résister à l'énorme machine de criminalisation qui va se mettre en marche contre les mouvements de révolte, armés ou non, qui naîtront dans les pays pauvres, et contre la radicalisation qui

émerge dans les pays développés.

★JPD

Article tiré de "Courant alternatif", de décembre 2001.

Notes

(1). Voir Brisard et Dasqué, Ben Laden, *La Vérité interdite*, Denoël, 2001.

(2). À propos de l'omniprésence de la CIA, rappelons que George Bush père fut, lui aussi, directeur de la CIA avant de devenir vice-président de Reagan, puis président des États-Unis.

(3). On reste pantois devant une telle déclaration, qui ne manquera pas d'être reproduite sur tous les médias du monde, en particulier dans les pays musulmans. Et qui ne peut que déchaîner encore plus de haine contre l'oncle Sam et susciter encore de nouvelles vocations kamikazes. Maladresse d'un crétin ? On peut quand même en douter. Après tout, ces vocations peuvent être utiles.

(4). *la vérité interdite*, op. cit.

POURQUOI DONC GEORGE BUSH A-T-IL BLOQUÉ, EN ÉTÉ 2001, UNE ENQUÊTE DU FBI EN DIRECTION DES RÉSEAUX DE BEN LADEN ET DE SES PARTISANS ?

Pour ne pas gêner ses amis saoudiens qui finançaient Ben

Laden depuis longtemps, contre les soviétiques, puis contre divers pays trop indépendants ?

Oui. Mais aussi pour d'autres raisons qu'éclaire un livre récent sur Ben Laden :

"LA VÉRITÉ INTERDITE"

Manifestement les auteurs ont été tuyautés par les services secrets français.

La rivalité entre Washington et Paris est bien réelle, au-delà des sourires devant les caméras.

"Depuis 1998, pétroliers et diplomates américains étaient convaincus qu'une victoire totale des talibans - qu'ils avaient souhaitée pour stabiliser l'Afghanistan - n'était plus envisageable."

Et pourquoi les démocratiques États-Unis souhaitaient-ils la victoire de ces ultra-fanatiques aux crimes bien connus ? Parce que la firme pétrolière US Unocal misait sur eux pour construire un très profitable gazoduc. Du Turkménistan à l'Océan Indien et aux marchés prometteurs d'Asie du Sud.

En 1998 déjà, l'administration Clinton négocie avec les talibans, pour obtenir l'extradition de Ben Laden, dit-on, en échange de la reconnaissance de leur régime.

Dès son arrivée au pouvoir, l'administration Bush accélère et intensifie ces négociations.

Pourquoi ?

L'administration de Bush est directement importée des multinationales pétrolières.

Bush ? Une grande famille du pétrole texan.

Le vice-président Cheney ? Longtemps directeur d'Halliburton, une des plus grosses firmes de services pétroliers du monde.

Condoleeza Rice (Conseil National de sécurité) ? Neuf ans chez Chevron.

Donald Evans (secrétaire au Commerce)? Toute sa carrière dans le pétrole.

Sa sous-secrétaire Kathleen Cooper ? Chef économiste d'Exxon.

Quatre jours après la prestation de serment, Cheney, le vrai patron, crée

l'informelle *Energy Policy Task Force* "pour organiser une politique énergétique conquérante". Cette structure est si secrète que l'Office chargé de l'information du Congrès devra même la menacer de poursuites judiciaires pour en obtenir la liste des participants.

Tout de suite, l'administration Bush cherche à s'arranger avec les talibans. Au placard les dénonciations des organisations de défense des droits de l'homme ! En mars 2001, et du 17 au 20 juillet, des réunions discrètes ont lieu à Berlin. Le marché reste : livrer Ben Laden, élargir un peu le gouvernement taliban et profiter d'une manne financière. N'oublions pas qu'en 2001 encore, les Etats-Unis ont été le principal bailleur de fonds des talibans, sous couvert d'aide humanitaire.

Et s'ils ne se soumettent pas ? D'après Le Monde du 13 novembre, un américain aurait dit en juillet aux pakistanais que si les talibans acceptaient de livrer Ben Laden et de signer la paix avec le front uni, ils auraient un "tapis d'or", mais que s'ils refusaient, ils s'exposaient à "un tapis de bombes".

L'affaire avait commencé

bien avant le 11 septembre...

On se doutait bien que l'affaire n'avait pas commencé le 11 septembre.

A France 3, (Pièces à Convictions, 18 octobre 01), l'ex-ministre pakistanais des Affaires étrangères, présent aux discussions de Berlin, révélait : "L'ambassadeur américain Simons a indiqué qu'au cas où les talibans ne se conduiraient pas comme il faut, (...) les américains pourraient lancer une opération militaire."

La boucle est bouclée. Beaucoup de choses nous sont encore dissimulées, mais le vrai scénario a probablement été celui-ci :

1) Voulant absolument son gazoduc, Bush menace les talibans.

2). Ben Laden prend les devants en tuant Massoud, chef de l'Alliance du Nord rivale des talibans, puis avec les attentats aux USA. Une attaque surprise, même s'il reste des zones d'ombre sur le rôle des services secrets américains.

3). Bien que mise en difficulté tactiquement, l'administration Bush en profite pour mettre en place le plus vite possible son vieux projet : installer des bases militaires en Asie centrale, entre Russie et Chine, à côté des républiques

pétrolières et gazières convoitées.

En conclusion

À toutes les étapes, la cause profonde des souffrances du peuple afghan se trouve à Washington.

Il s'agit là d'ingérence colonialiste, d'une volonté de mettre au pouvoir des agents dociles pour les intérêts des multinationales, puis de les retirer s'ils ne conviennent plus. Et le jeu continue, puisque Washington essaie d'imposer des talibans dits "modérés" dans le nouveau gouvernement afghan qu'elle entend toujours contrôler.

Le monde est malade de l'ingérence néocolonialiste.

(D'après Respublica n°122)

La Vérité interdite, de Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquié, éditions Denoël, 20 euros.

Pour contacter l'Organisation communiste libertaire : OCL c/o clé des champs, BP 20912, 44009 Nantes cedex 1 Tél. / fax : (0)3 88 32 37 52 E-mail : oclibertaire@hotmail.com Site web : <http://oclibertaire.free.fr/>

Agence de Presse A-Infos

Information d'intérêt pour et au sujet des anarchistes

Pour s'abonner - écrire à LISTS@AINFOS.CA avec le message suivant:
SUBSCRIBE A-INFOS-FR

Pour plus d'info
<http://www.ainfos.ca>

Courant alternatif, journal disponible dans les maisons de la presse, dans certaines librairies et par abonnement : pour 1 an (10 numéros mensuels + 3 hors-séries) 220 F (33, 54 euros). 1 numéro gratuit sur demande.

**LA BIBLE
COMMANDE D'AIMER
NOS ENNEMIS.
J'AIME BEAUCOUP LE
PAPE.
Jean-Bertrand Aristide**

CETTE BONNE MERE TERESA ...

L'avocat du diable

Dans les procès en canonisation, l'avocat du diable est celui qui cherche à prouver que celui qu'on voudrait proclamer saint ne l'était pas tant que ça, si bien que son âme appartient plutôt au diable qu'à Dieu. En voilà un métier passionnant !

A propos, que pourrait-il bien trouver à charge de Mère Teresa ?

**LA BIBLE
COMMANDE D'AIMER
NOS ENNEMIS.**

**J'AIME BEAUCOUP LE
PAPE.**

Jean-Bertrand Aristide

Tout d'abord, que l'histoire de la religieuse morte en odeur de sainteté prend place et signification dans le monde contemporain tel qu'observé par le PNUD.

Rappelons, rappelons encore ces données. Psalmions-les cinq fois par jour du haut de tous les minarets. Calligraphions-les sur les murs de tous les lieux publics. Selon ledit Programme des Nations Unies pour le Développement, en 1999 la fortune des trois personnes les plus riches du monde dépasse le produit intérieur brut cumulé des 48 pays en développement les plus pauvres. La satisfaction des besoins essentiels de

l'ensemble de la population du tiers monde (nourriture, eau potable, infrastructures sanitaires, éducation, santé, gynécologie, obstétrique) est estimée à 40 milliards de dollars par an, soit 4% de la richesse cumulée des 225 plus grosses fortunes mondiales.

Derrière «la crise», il n'y a pas des entités abstraites sur lesquelles personne n'a plus aucun contrôle, mais des individus titulaires de fortunes. C'est au cœur de ces écarts vertigineux, croissants depuis 1978 et cependant parfaitement remédiables, que se place l'œuvre de Mère Teresa.

Une pluie de médailles sur une avalanche de dollars

Mère Teresa avait un charisme tel qu'elle re«ut une grande quantité de dons, de prix, de décorations et des millions de dollars, de la part d'Etats, d'organisations internationales ou encore des gens appartenant au petit monde dont le PNUD comptabilise les avoirs pour les mesurer à la pauvreté des nations.

Le gouvernement indien lui décerna le prix du Lotus miraculeux. En 1971, le Vatican fit de même pour le prix Jean XXII de la Paix. La même année, elle recevait à Boston la médaille du «Bon samaritain». Puis saut à Washington, pour recevoir la médaille John F. Kennedy le 16 octobre.

L'année suivante, les enchères montent. Le gouvernement indien semble s'apercevoir que le prix du lotus miraculeux est bien faible et lui en octroie un plus important. En 1973, le prince Philip, qui est, pour la petite histoire, consort d'une famille dont les membres n'ont pas le droit de contracter mariage avec des catholiques, allonge à mère Teresa 34 000 livres sterling.

En 75, la FAO fait frapper une médaille spéciale à son effigie, qui porte au revers l'inscription : «A manger pour tous : année sainte 1975». 26 ans ont passé et on connaît le bilan...

Mais le bénéfice des ventes de cette médaille à été reversé à l'Ordre de Mère Teresa, les Missionnaires de la Charité. Il y a encore le prix Albert Schweitzer, une nouvelle aide de la part du gouvernement indien, le prix

international Balzan, d'un quart de million de liras, accordé par le président italien. Et enfin le prix Nobel de la Paix, avec le chèque, en décembre 1979. (1 p. 67)

Pêcher en eau trouble

Parmi les donateurs privés, on note l'escroc américain Charles Keating, qui, avant d'être inculpé, passait pour un homme d'affaires américain catholique, un peu intégriste sur les bords. Teresa lui offrit un crucifix personnalisé qu'il utilisa pour conforter son image d'honorabilité et retarder la découverte du pot aux roses par la justice.

Pour ce menu service, elle reçut de lui un million de dollars et un quart. (1 p. 69)

Forte de l'exemple de Jésus, Mère Teresa rencontra plus d'une personne peu fréquentable, sans doute afin de leur suggérer d'écouter un peu mieux la Bonne Nouvelle. En 1981, elle rencontra en Haïti «Baby Doc», Jean-Claude Duvalier, et sa femme Michèle, et reçut la Légion d'honneur haïtienne. Ce pays de 7 millions d'habitants comptait, à ce moment, une armée de 45 000 gendarmes, dits «tontons macoutes», qui supprimaient les opposants à la machette et avaient provoqué l'émigration d'un million de Haïtiens.

Mère Teresa rencontra aussi l'Américain John Roger, chef d'une secte appelée MSIA (Mouvement pour l'Eveil Spirituel Intérieur - prononcez Messie), un homme qui prétendait avoir une «conscience spirituelle» supérieure à celle de Jésus. Elle reçut de lui le John Roger Integrity Award, d'une valeur de 10 000 dollars. (1 p. 22)

Avec Hillary Clinton, elle inaugura à grand renfort de médias un orphelinat de douze lits alors que tout le système de soins de santé

américain, trop généreux, venait d'être démantelé. (1 p. 24)

Baby Doc fut chassé en 86. Le prêtre Jean-Bertrand Aristide, de la théologie de la Libération fut élu président fin 90 à une majorité écrasante de 68%.

La théologie de la Libération est un catholicisme social jugé hérétique par Rome en 84. Mais, après quelques essais impopulaires de répression disciplinaire des pasteurs hérétiques, le Vatican préféra les laisser faire, tout en menant une politique d'ordination et de promotion faisant une large place à l'Opus Dei. Toutefois, Aristide perdit à son élection ses charges de prêtre, comme Fernando Cardenal lorsqu'en 84 il devint ministre au gouvernement sandiniste du Nicaragua. Aristide fut exclu de l'Eglise au motif qu'on ne peut être prêtre et président. Par contre, on peut être prêtre et agent de la CIA, comme le démontre le cardinal nicaraguayen Miguel Obando y Bravo, archevêque de Managua, leader idéologique de la contra et bien trouble personnage devant l'Eternel. (1 p. 92)

De toute façon, huit mois après son élection, Aristide fut renversé par une junte militaire. Pendant que les marines américains imposaient leur version du blocus décidé par la communauté internationale en y renvoyant les boat-people, le Vatican fut le seul Etat à établir des relations diplomatiques officielles avec ce gouvernement de fait. (2 p. 110).

L'esprit d'abord !

Lorsque Charles Keating fut condamné et que des familles entières apprirent qu'elles ne

**QUAND JE DONNAIS À
MANGER AUX PAUVRES,
ON M'APPELAIT SAINT.
LORSQUE JE DEMANDAI
POURQUOI LES PAUVRES
N'AVAIENT PAS À
MANGER, ON ME TRAITA
DE COMMUNISTE.
Dom Helder Camara**

reverrai
ent pas
les
économi-
es
qu'elles
lui
avaient
confiées
, on ne
de-

manda pas à mère Teresa de restituer la somme reçue. Pourtant, l'argent des dons dormait sur des comptes en banques.

**QUAND JE DONNAIS À
MANGER AUX PAUVRES,
ON M'APPELAIT SAINT.**

**LORSQUE JE DEMANDAI
POURQUOI LES PAUVRES
N'AVAIENT PAS À
MANGER, ON ME TRAITA
DE COMMUNISTE.**

Dom Helder Camara

Pauvres parmi les pauvres, la mère et les 4000 sœurs de son ordre dépensaient les sous au compte-gouttes dans des maisons d'accueil qui étaient de petite taille et dépourvues du moindre confort, voire de ce que notre époque considère comme le nécessaire. (1 p. 75)

Dans la Maison des Agonisants de Calcutta, il y avait une salle comportant une cinquantaine de patients installés sur des lits de camp de la première guerre mondiale et une salle comportant une cinquantaine de patientes installées de même. La règle exigeait une pingrerie extraordinaire dans les objets courants. Pas de morphine dans cette maison de soins palliatifs, aucun antidouleur puissant : c'était contraire à l'éthique de la mission.

Un jour, mère Teresa dit à un patient : «Tu souffres comme le Christ sur la Croix. Alors Jésus doit être en train de t'embrasser.» L'homme lui répondit : «S'il vous plaît, alors, dites-lui d'arrêter.»

A l'orphelinat, les bébés portaient des langes de coton qui occasionnaient rougeurs, odeurs et beaucoup d'humble travail pour les sœurs et des bénévoles. Pas de pampers !

Aucun bilan médical systématique n'était organisé pour les malades entrants, d'où des cas d'erreur de diagnostic et de soins trop tardifs. Les médecins étaient d'ailleurs très rares dans ces maisons, qui s'apparentaient plutôt à des lieux d'accueil et de prière qu'à des hôpitaux. On manquait de perfusions et les aiguilles étaient réutilisées après un lavage sous le robinet, car «on n'avait pas le temps» de les stériliser.

Lorsqu'un patient nécessitait une opération, on n'appelait pas le taxi pour l'envoyer à l'hôpital le plus proche. «Sinon il faudrait le faire pour tous les autres !» On le préparait chrétiennement à mourir dans la maison de mère Teresa. Toujours sans antidouleur.

En fait, à part des antibiotiques et des médicaments courants, ces maisons ressemblaient plutôt à des hôpitaux moyenâgeux où la prière tenait lieu de tout. Les sœurs qui avaient en charge tous ces malades et ces enfants avec si peu de moyens devaient se faire pauvres parmi les pauvres, rencontrer la mort et la souffrance avec patience et recueillement, en n'ayant pas plus que les pauvres les moyens de les éviter ou de les adoucir. Tout cela était voulu, intentionnel : comme le confort, les approches systématiques sont étrangères à la morale du foyer. Mère Teresa s'en remet à la

Providence, pas à un planning ; ses règles ont été écrites pour prévenir tout dérapage vers le matérialisme : les sœurs doivent rester sur le même plan que les pauvres... (1 p. 46)

Certaines d'entre elles finirent par en être choquées et témoignèrent.

Lors de l'apparition du sida, la mission de mère Teresa ouvrit une maison aux Etats-Unis pour les patients qui en étaient atteints. Mais cette maison n'eut pas beaucoup de succès, car les malades étaient effrayés d'y entrer et préféraient les hôpitaux publics. Mère Teresa s'imaginait peut-être que l'épidémie s'étendrait au point de déborder les capacités des hôpitaux, mais l'information et le préservatif détournèrent le courroux divin des pays développés. (1 p. 46-50)

Une religieuse qui a exercé de hautes fonctions dans l'Ordre avant de rompre, écrit : «Le flux de dons était considéré comme le signe du soutien divin à la congrégation de Mère Teresa. (...) Notre compte en banque se montait déjà à une petite fortune, qui s'accroissait à chaque arrivée de courrier. Un seul recueil de dons dans le Bronx nous avait rapporté 50 millions de dollars. (...) Ceux d'entre nous qui travaillaient au bureau régulièrement avaient compris que tout cela devait rester secret. Les dons se succédaient et prenaient le chemin de la banque, mais ils n'avaient aucun effet sur nos vies ascétiques, ni sur celles des pauvres que nous essayions d'aider.» (1 p. 54)

Avec cet argent, on aurait pu doter toute une partie de l'Inde d'un système de soins de santé moderne et gratuit. Les Missionnaires de la Charité ont préféré disperser parmi la pauvreté du monde entier de petits orphelinats, des mouiroirs, le tout conçu selon la manière dont les très riches s'imaginent le rôle des

pauvres sur terre, et surtout pas «matérialiste» !

Mère Teresa ne mourut pas dans une maison de sa congrégation mais dans un hôpital ultra-moderne.

Pardonnez !

Lors de la catastrophe industrielle de Bhopal (35 000 morts, 5 millions de personnes atteintes au système respiratoire et à la peau), Mère Teresa a immédiatement pris l'avion pour se rendre sur les lieux et a dit à la foule en colère, assemblée à sa sortie d'avion : «Pardonnez ! Pardonnez ! Pardonnez !»

Ainsi, elle reconnaissait, dès avant de rencontrer les victimes, qu'il y avait quelque chose à pardonner. Elle demandait aux victimes de ne pas chercher quoi. Pourtant, ne faut-il pas connaître la vérité au cours d'un vrai procès pour pouvoir ensuite décider ou non de pardonner ? N'est-ce pas d'un vrai progrès social, aussi, qu'on pourrait seulement louer l'Eglise et le Dieu au nom duquel elle dit agir ? Non. «Pardonnez» est l'adresse des riches aux pauvres, l'adresse de l'Eglise aux peuples, et signifie : «Renoncez à comprendre. Renoncez à la vérité. Et si nous vous le disons, renoncez à vivre.» (1 p. 88)

★ Cécily

(1) Christopher Hitchens, «Le mythe de mère Teresa», Dagorno 1996

(2) Constance Colonna-Cesari, «*Le pape : combien de divisions ?*», Dagorno 1994

ANARCHISME INTERNATIONALE

LES GRÈVES DE LA FAIM CONTINUENT DANS LES PRISONS TURQUES.

1500 prisonniers ont cessé de s'alimenter et 35 sont morts depuis les assauts policiers contre les prisons en révolte ces derniers mois.

L'objectif principal de ces actions est de protester contre la décision du gouvernement turc de transférer les prisonniers dans des « cellules de la mort » de type F. Dans ces cellules individuelles, le prisonnier est laissé complètement seul, isolé et privé de tout contact avec d'autres êtres humains. Par l'isolement et la déshumanisation progressive des détenus, le gouvernement cherche à détruire le mouvement de résistance dans les prisons.

Comme si cela ne suffisait pas, les prisonniers anarchistes doivent affronter des difficultés supplémentaires, qui font qu'ils passent actuellement des moments extrêmement durs. Pour la plupart, ils sont détenus dans des prisons très éloignées de leurs villes, de leurs familles et amis. De plus, il y a quelques mois, des prisonniers d'une organisation communiste stalinienne [style PKK] ont assassiné un compagnon prisonnier anarchiste.

Dehors, ce sont deux autres compagnons qui ont été assassinés par des

membres d'une organisation communiste stalinienne.

Nous avons besoin de toute votre solidarité avec les prisonniers anarchistes en Turquie. Nous avons besoin d'argent pour couvrir les frais de voyage des familles des prisonniers, afin qu'ils puissent rendre visite à leurs parents emprisonnés. Nous avons besoin d'argent pour fournir des vêtements et des livres à la centaine de prisonniers anarchistes embastillés en Turquie.

En solidarité,

★Jordi Ballart,

au nom de l'Union Locale Est et Nord de
Londres de la SF-AIT

Merci d'adresser vos dons à :

North and East London

Solidarity Federation.

NELSF-AIT

PO Box 1681 London N8 7LE

Grande Bretagne

Si vous avez besoin de plus d'information,
vous pouvez adresser vos messages(en anglais) à :

v_voline@hotmail.com ou cemilebahar@hotmail.com

<http://www.cnt-ait.info>

ARGENTINE

Faire taire des libertaires, c'est faire taire une opposition aux tenants de la richesse non partagée

L'Argentine, au bord du gouffre financier, social et politique depuis une déjà longue période, a connu de nouvelles manifestations populaires spontanées les 18, 19 et 20 décembre 2001 qui ont obligé le président de La Rua à quitter le palais présidentiel en hélicoptère pour échapper à la colère de la rue. C'est une victoire de courte durée pour l'Argentine. Car quotidiennement, 2000

argentins tombent dans la pauvreté. Sous la pression du FMI, les salaires baissent, leurs paiements sont souvent suspendus; près de la moitié de la population vit dans l'économie informelle, le chômage atteint 40% de la population, les banques limitent les retraits d'argents, les services publics fonctionnent au ralenti à cause des restrictions budgétaires.

L'usure nerveuse, psychologique et physique fait des ravages

dans la population : la valse des présidents intérimaires ne la trompe même plus ! Mais les événements récents ont montré que bien des secteurs de la société revendiquent et se rebellent. Parmi eux, les libertaires de la Fédération Libertaire Argentine, section locale

de l'Internationale des fédérations anarchistes. animateurs du journal "El libertario", d'une librairie à Buenos Aires, les mille difficultés économiques les touchent durement et entravent leurs activités culturelles et sociales. La remise en cause de leurs activités et à terme, de leur existence, pour des raisons économiques, serait une nouvelle victoire pour ceux qui affament et réduisent au silence tout un peuple. Faire taire des libertaires, c'est faire taire une opposition au FMI, à la classe politique locale, aux tenants de la richesse non partagée et à

l'appareil d'état. Si la FLA s'affaiblit, c'est la voix et l'espoir des anarchistes qui perdent de leurs forces.

Libertaires et solidaires, vous pouvez apporter votre contribution en envoyant des petites ou grosses sommes d'argent pour soutenir nos camarades argentins.

Vous serez tenu informés de l'avancement de cette souscription et des usages des sommes recueillies.

D'avance, merci.

Secrétariat des relations internationales de la fédération anarchiste

(France, Belgique)

Chèques à libeller à " ARL 33 " et à envoyer à :

Groupe Emma Goldman de la Fédération Anarchiste

c/o Athénée Libertaire

7 rue du Muguet

33000 Bordeaux.

France

DIALOGUE

UNE GOUTTE DANS L'ŒIL

Vous vous retrouvez face à un un plouc de base. Que lui dites-vous ?

○ *C'est incroyable ! Voilà vingt minutes que nous attendons, sous la pluie, qu'un bus veuille bien nous charger.*

● Avec une telle circulation, il est normal que les bus prennent du retard ...

○ *Non, Monsieur ! Le problème vient de ce que les gens ne veulent plus travailler ! Aujourd'hui, tout le monde veut de l'argent sans rien faire. Et on ne trouve plus personne pour conduire*

les bus. Rester chez soi tout en touchant ses allocations de chômage, est moins fatigant que de faire le chauffeur !.

● Je vous trouve bien sévère ...

○ *C'est comme ça aujourd'hui. Par contre, de mon temps, on savait ce que travailler veut dire !*

● Là, vous m'étonnez. Car si l'on considère les statistiques, la productivité du travailleur moyen a

fortement augmenté au cours de ces vingt dernières années.

○ *Parce que maintenant il y a des machines qui font tout le travail !*

● La technologie remplace l'homme, en effet. Mais si le progrès a tendance à réduire ainsi le travail humain, pourquoi vouloir glorifier celui-ci ? Ne faudrait-il pas au contraire considérer le travail comme une valeur dépassée !?

○ Avec des raisonnements comme celui-là, vous allez encourager les gens dans leur paresse ! Si l'on vous écoute, le laisser-aller va encore grandir. Parce qu'il faut voir la vérité en face, Monsieur : nous sommes en pleine décadence !

● Je n'y crois guère, moi, à cette "décadence".

○ Eh bien, vous avez tort ! Regardez donc ce qui est arrivé à l'empire romain. Les citoyens de la Rome antique voulaient qu'on leur offre du pain et des Jeux. Par contre, ils abandonnaient leur travail aux esclaves. Et quand un peuple devient à ce point mou, il se trouve mûr pour subir l'une ou l'autre forme d'oppression.

● En réalité, les romains étaient des prédateurs qui dominaient grâce à leur supériorité militaire. Par exemple, lorsqu'il y avait bataille, l'infanterie romaine cherchait automatiquement le corps à corps. Chaque légionnaire disposait pour cela d'un glaive : une arme solide mais très courte. Or, la longueur de ce glaive n'a cessé de croître au fil des années ; peu à peu les romains évitaient de s'approcher trop près de l'ennemi. Plus tard encore, ils ont payé des mercenaires pour combattre à leur place ...

○ C'est ce que je m'évertue à vous faire comprendre : ils étaient devenus décadents !

● Disons qu'ils avaient laissé filer leur meilleur argument. Car, pour conserver la prépondérance, il faut convaincre les dominés qu'ils ont tout intérêt à se soumettre. Mais à partir du moment où la "Pax romana" était assurée par d'autres, il devenait difficile aux romains de justifier leur domination...

○ Parce que la vitalité des romains avait fortement décliné. En fait, c'est ça la décadence : un manque de santé !

● Je crois plutôt que chaque forme de dominance subit une usure. Vient un moment où le pouvoir accapare un

maximum d'avantages, mais refuse les charges qu'il s'imposait au départ. Ce faisant, il perd en crédibilité. Petit à petit, les dominés se rendent compte de l'injustice dont ils sont l'objet. Et, un jour arrive où le discours des maîtres ne passe plus. C'est d'ailleurs vers une telle rupture que nous cheminons aujourd'hui.

○ Je m'attendais à ce que me disiez quelque chose de ce genre. Et je suppose que vous allez m'affirmer que les dominés actuels se recrutent parmi les salariés ! ?

● Bien entendu. Et tous ces travailleurs n'ont aucun intérêt à faire du zèle, même si à cause de cela ils doivent subir votre petit laïus moralisateur sur le travail.

○ Vous trouveriez sans doute normal que l'on vous paie à ne rien faire ! ?!

● Ce n'est jamais le patron qui paie le travailleur ; c'est, au contraire, le salarié qui toujours rétribue son employeur !

○ Comment pouvez-vous sortir des âneries pareilles ?!

● C'est pourtant simple. Supposons un patron gagnant 10.000 euros chaque mois et que, pour un tel résultat, il occupe 10 personnes. On peut dès lors, considérer que chacun de ses employés lui rapporte 1.000 euros mensuels. Ce sont donc bien les membres de son personnel qui, par leur travail, lui permettent de vivre, de très bien vivre ...

○ Hé là ! Hé là ! Vous oubliez l'argent ! C'est grâce à l'argent engagé que ...

● Aie !

○ Pourquoi "aie !" ?

● C'est la pluie : j'ai reçu une goutte dans l'œil ...

○ Je disais donc que le patron investit en terrains, bâtiments, machines, matériel divers, matières premières,

énergie motrice, publicité, assurances, ... De la sorte, afin d'offrir du travail aux autres, souvent des risques énormes sont pris. Il arrive même, que certains investisseurs parient leur dernier franc dans une entreprise hasardeuse. Et c'est cela qui doit être récompensé : le goût du risque, l'effort, l'initiative, la créativité, ...

● Qui veut dominer autrui doit être "méritant", d'une façon ou d'une autre. Pour ce faire, placer son argent est encore ce qui coûte le moins en dynamisme, en vertu, en audace, en originalité. Mais, valoriser avant tout le capital fait que ceux qui effectuent les plus pénibles travaux se voient les moins bien rémunérés. En finale, ce sont bien les prolétaires qui, n'ayant que leur salaire pour vivre, rétribuent les possédants.

○ C'est ça ! Ils sont les seuls à travailler dur ! Connaissez-vous seulement le nombre d'heures de travail hebdomadaire prestées par un cadre ?

● Je vous signale quand même, que rares sont les hommes d'affaires qui décèdent des suites d'un accident de travail.

○ Même en supposant que vous ayez raison, vous n'arriverez jamais à changer le monde ; il y a toujours eu, et il y aura toujours, des dominants et des dominés.

● Sauf que les dominés se révoltent lorsque la lucidité, puis la colère, viennent à bout de leur résignation. Phénomène qui, lui aussi, se retrouve périodiquement dans l'Histoire.

○ De toute façon, qui prêcherait la révolte aujourd'hui rencontrerait l'indifférence générale. Les gens ne s'intéressent qu'à leurs petits problèmes, la télévision, le football, les amours de la vedette en vogue, les toilettes d'une quelconque princesse ...

● Détrompez-vous. C'est toujours le pouvoir qui provoque sa propre chute. Car c'est lui qui, par ses excès, favorise la prise de conscience. Et,

croyez-moi, celle-ci gagne à présent du terrain ...

○ Ah, oui ! ? Eh bien, moi je ne vois rien qui bouge.

● Lorsqu'elles n'investissent plus pour créer de l'emploi mais spéculent en Bourse, les puissances financières piétinent leur prétexte majeur. Et lorsqu'elles licencient en masse pour faire de plus amples profits, elles arrachent le masque dissimulant une cupidité folle.

○ *Et vous croyez que ça suffira à faire tomber le système économique mondial, ! ? !*

● A partir du moment où l'économie capitaliste propage la pauvreté, elle se discrédite auprès des populations. On peut ainsi affirmer que le pouvoir mercantile vient de dépasser sa " Fin de l'Histoire " pour entamer son " Commencement de la fin ". Cultivons donc la patience, tout en dénonçant ses abus afin d'accélérer le déclin.

○ *Mais ...Mais, vous êtes un révolutionnaire !*

● Je suis anarchiste.

○ *Anarchiste !?! C'est bien ce que je pensais : vous êtes quelqu'un de dangereux !*

● Si vous voulez... Dites, ce bus qui vient de passer en trombe devant nous, n'était-ce pas celui que vous deviez prendre ?

★ **Gablou**